

VPOD :  
un congrès mouvementé  
Horlogerie :  
le chantage patronal  
Indochine :  
l'impérialisme et les réfugiés

N° double 212-213 / 31 août 1979  
DIXIEME ANNEE

Fr. 2.-

# la brèche

organe bimensuel  
de la ligue marxiste révolutionnaire  
section suisse de la IV<sup>ème</sup> Internationale

## Nicaragua: SOUTIEN TOTAL!



### Iran: contre la terreur blanche



voir page 13



**PSS:**  
bilan  
de la  
collaboration  
gouvernementale

dossier pages 8-9

# sommaire

EDITO : élections nationales	3
Pour une aide immédiate au Nicaragua	3
Entre nous : CC de la LMR	4
SOCIAL	
Horlogerie : le hold-up patronal	4
Congrès VPOD	5
Formation professionnelle et jeunesse immigrée	6
REPRESSION	
Armée : les soldats sans droits	7
Interdiction professionnelle au Crédit Suisse	7
DOSSIERS	
20 ans de franche collaboration	8-9
NICARAGUA : défendre la révolution	10-11
INTERNATIONAL	
AFRIQUE DU SUD : le Muldergate	12
SAHARA OCCIDENTAL : vers un conflit généralisé	12
IRAN : la terreur blanche se déchaîne	13
Solidarité avec le PST iranien	13
INDOCHINE : "Boat people" et impérialisme	14
TCHÉCOSLOVAQUIE : libérez les militants du VONS	16
LIVRES	
Femmes et mouvement ouvrier	15
FEMMES	
Un débat MLF-LMR	15

# abonnez-vous!

Après la pause de l'été, la campagne continue : le creux dû aux vacances doit être comblé. Il sera d'autant plus facilement que les sections vont recevoir incessamment le matériel de propagande pour la campagne d'abonnement.

Par ailleurs, les possibilités offertes par la campagne électorale nous permettront sans aucun doute de dépasser les quotas. Le matériel et les occasions ne manqueront donc pas : alors, camarades, en avant ! Prenez exemple sur les militants qui durant leurs vacances en France ont réalisé trois nouveaux abonnements à Paris, dont un au Musée du Louvre !



photo la brèche

## Souscription élections nationales



Comme il y a quatre ans, la LMR se présente aux élections nationales. Ses journaux, *Bresche - La Brèche*, participeront évidemment à la campagne électorale. C'est ainsi que dans ce numéro de *La Brèche*, l'éditorial expose le sens que nous entendons donner à notre participation à ces élections; un des dossiers centraux est consacré au bilan de 20 ans de collaboration socialiste au gouvernement. Dans les numéros suivants, nous publierons une série de dossiers sur les partis bourgeois les plus importants au niveau national (PDC, PRD, UDC et Alliance des Indépendants). Car si tous conçoivent leur action dans le cadre de la défense de la propriété privée capitaliste, ils remplissent des fonctions différenciées dans l'organisation politique que se donne la bourgeoisie.

Mais une campagne électorale, ce n'est pas simplement quelques articles dans nos journaux; c'est aussi un journal électoral spécial tiré à 350 000 exemplaires, une affiche format mondial, des tracts régionaux, des assemblées publiques, des théâtres de rue, etc. Tout cela coûte cher, très cher. C'est pourquoi nous lançons une :

SOUSCRIPTION DE 25 000 FRANCS.

Pour renforcer une réponse ouvrière à l'attaque patronale, Pour avancer dans la voie de l'indépendance de classe, SOUSCRIVEZ !

La Brèche, CCP 10 - 25 669, Lausanne mention : "souscription".

# abonnez-vous

### Abonnements à la Brèche :

6 mois, enveloppe ouverte : fr. 22,50  
 une année, enveloppe ouverte : fr. 45.-  
 une année, enveloppe fermée : fr. 55.-  
 une année, étranger (Europe) : fr. 80.-  
 Outre-mer : prendre contact avec nous  
 abonnement de soutien : fr. 100.-

Lausanne. (préciser le type d'abonnement).

Pour toute correspondance : Case postale 1000 Lausanne 17 CCP 10-25669

Ed resp. C.A. Udry - Imprimerie Cedips, Lausanne.

## ALLEZ-Y VOIR VOUS-MEMES!

### GENEVE

Salle des fêtes de Thonex  
 sa 15 septembre, 16h. à 02h. : FETE DES TRAVAILLEURS HOSPITALIERS.

16h. : Groupes de discussion. A choix : 1) Diminution du temps de travail. 2) Les travailleuses de l'hôpital. 3) Politique budgétaire en matière de santé, avec la participation de Pierre Gilland.

19h.30 : Grand MEETING, avec des syndicalistes et des hospitaliers genevois et des travailleurs hospitaliers français.

Et aussi des stands d'information des différentes organisations syndicales, politiques et féministes, des panneaux sur l'hôpital.

21h. : LEO FERRE.

23h. : bal avec l'orchestre espagnol PLENITUD. Restauration, boissons. Entrée fr. 8.-, apprentis, étudiants fr. 5.-, prix de soutien fr. 12.-, enfant jusqu'à 16 ans, entrée gratuite. Fin de la fête à 02 h.

### Musée Rath (place Neuve)

Cabinet des Estampes (promenade du Pin) jusqu'au 16 septembre : exposition Felix Vallotton. Au Musée Rath : peintures. Au Cabinet des Estampes : dessins, gravures, estampes. De 10 à 12h. et 14 à 18h., je de 20 à 22h., sauf lundi matin.

cinéma Lux, bd Saint-Georges 8 Norma Rae, de Martin Ritt.

cinéma Scala Les petites fugues, de Yves Yersin.

### WILLISAU

FESTIVAL de JAZZ de WILLISAU près de Lucerne

dernier jour : di 2 septembre : 12h. : Be Bop Connection & Babs Gonzales, fr. 3.- - 14h.30 : Willem Breuker & Leo Cuypers; Sunny Murray Trio avec David Murray, fr. 25.- - 20h. : Humair / Jeanneau / Lockwood / Texier / Capon; Freddie Hubbard, Leon Thomas & The Louis Hayes Quartet, fr. 25.-.

### LAUSANNE

#### Place Bellver

sa 1er septembre, dès 13h. : GRANDE FETE DE LA CHANSON. Avec : Padygros - Sarclon - Auberson - Buhler - Des Chaland - Cunéo - Buzzi - Chastellain - Montangero - Huser - Lager - Marchand - Schaefer - Scheder - St Antoine - Théraulaz. fr. 19.-, enfants jusqu'à 10 ans, gratuit.

Collection de l'art brut, Bergières 11 jusqu'au 16 septembre : Vojislav Jakic. 14h. à 18h. sauf lu - je aussi 20h. à 22h. Musée des arts décoratifs, Villamont 4 du 6 sept. au 28 oct. : Les Dériaz, quatre générations de photographes vaudois. 10h. à 12h., 14h. à 18h., ma aussi 20h. à 22h.

cinéma Colisée Elisa, vida mia, de Carlos Saura (Espagne). cinéma Lido Norma Rae, de Martin Ritt (USA).

### Place Arlaud (entre Riponne et Palud)

jusqu'au sa 8 septembre, les me, je, ve, sa : 19h à 20h. : *Terpsichore* (musique médiévale et renaissance) - 20h.15 à 21h.15 : *La foire du trône*, de Roland Borremans, par le Théâtre du Vide Poche - 21h.45 à 22h.45 : *Rhésus*, cabaret chansons. Organisé par le Théâtre du Vide Poche et le Centre de Culture et de Loisirs de l'Union Syndicale Lausannoise. Spectacles gratuits.

### ORON

#### Cinéma d'Oron

Ce cinéma programme des films qui reflètent les désirs du public exprimés sur une liste dans le hall d'entrée. Je, ve, sa 20h.30, prix fr. 5 et fr. 6 (eh ! oui).

1er sept. : *Le conformiste*, de Bertolucci.

6, 7, 8 sept. : *Les petites fugues*, de Yves Yersin.

13, 14, 15 sept. : *Casanova, un adolescent à Venise*, de Luigi Comencini.

Daisy Lusson

### CHRONIQUE DU BON GOUT

Dans la série "puisque'on vous dit que la Radio, la TV et les journaux sont pourris par les gauchistes", voici LE FEUILLETON DE L'ÉTÉ...



Monsieur le conseiller fédéral Aubert fait du camping au camping de Trifouillis



Monsieur Aubert est monté tout là-haut sur la montagne, qu'est-ce que c'est haut!



Monsieur Pierre Aubert est un brave homme...



Prochain épisode : KURT ET GEORGES-ANDRÉ ONT PERDU LA CLE DU PALAIS FEDERAL !!!

**Pour une aide immédiate,  
inconditionnelle et  
massive au Nicaragua !  
Pour la défense de la  
révolution  
Nicaraguayenne !**

La dictature la plus sanglante d'Amérique Latine a été renversée le 19 juillet au Nicaragua. Le clan de Somoza a régné en effet sans partage depuis 1937; il a pillé complètement le pays. Cette dictature ne défendait pas seulement les intérêts de ceux-là même qui en profitaient immédiatement, mais aussi ceux de ses complices, les capitalistes du monde entier, parmi eux la bourgeoisie suisse. Ils étaient intéressés à pouvoir importer à bon marché du coton, du café et du sucre du Nicaragua. Les plus liés à Somoza, les Etats-Unis, tiraient un maximum de profits de l'existence même d'un régime stable, dévoué et dépendant d'eux, dans une région d'Amérique centrale essentielle sur le plan politique et militaire. Somoza et son clan ont été renversés par les coups de boutoir de l'insurrection des travailleurs, paysans pauvres et des sans-logis. C'est le 29 mai que le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) a déclenché son offensive militaire contre la garde nationale somoziste. Cette offensive était, pour les masses, la seule voie possible pour défendre leurs intérêts les plus immédiats. Début juin, elles suivirent donc massivement l'appel à la grève générale lancé par le FSLN.

Des dizaines de milliers de travailleurs, de paysans et de jeunes se regroupèrent dans des comités de défense, à la création desquels le FSLN avait appelé partout. Devant les destructions de la guerre, les masses nicaraguayennes ont répondu avec un courage et un élan révolutionnaires sans pareil. Dans les entreprises, sur les plantations de coton, elles ont élu des comités pour l'insurrection qui ont organisé le soutien à l'offensive sandiniste et fourni l'approvisionnement, les soins médicaux pour les réfugiés et les victimes de cette lutte pour la liberté.

Le régime de Somoza s'est achevé dans la même barbarie que celle qui avait régné durant les 40 ans de cette dynastie sanglante. Le dictateur, soutenu par ses amis américains, a mené une véritable politique de la terre brûlée. Il a tout entrepris pour aggraver la souffrance de la population, avec une cruauté sans limite et avec l'aide d'armes et d'avions américains et israéliens. Son objectif : démoraliser et décourager les insurgés et les combattants sandinistes, en leur laissant un pays à tel point ravagé par la guerre qu'au moment de la libération, le seul problème est celui de la survie physique de la population. Et ce bourreau a fait son œuvre. Ces derniers temps, plus de 150 000 personnes ont été tuées dans ce pays qui compte 2 millions d'habitants, la faible industrie et les plantations modernes de coton ont été détruites. Le gangster Somoza a laissé les caisses de l'Etat quasi vides (10 millions de francs), alors que la dette extérieure se monte à 2,2 milliards de francs et que les coûts pour la reconstruction sont estimés à 3,5 milliards de francs.

La direction sandiniste, côte à côte avec la population, a entrepris de surmonter cette situation de détresse qui règne après le renversement de Somoza avec le même élan que celui qui a permis de prendre les mesures nécessaires pour organiser l'insurrection :

\* Tous les biens de Somoza et de ses complices, soit 70 o/o de la richesse du pays, ont été nationalisés et sont transformés en coopératives, soit distribués, soit sont devenus propriété d'Etat.

\* Les banques à travers lesquelles aujourd'hui doivent être distribués les crédits de reconstruction et qui doivent drainer des capitaux extérieurs sont nationalisées. Leurs employés qui ont participé à la grève générale insurrectionnelle exercent un contrôle sur leur fonctionnement.

\* Un contrôle sur l'exportation de tous les biens alimentaires a été institué.

\* Des efforts d'organisation des masses, pour leur permettre de participer à la vie sociale et à toutes les décisions les concernant, sont stimulés par la constitution d'une centrale syndicale sandiniste, des ligues paysannes, des organisations de femmes. Une campagne d'alphabétisation est en préparation pour 1980 avec l'aide cubaine.

Mais toutes ces mesures n'assurent pas encore une victoire sur la réaction ni sur la faim. La garde nationale de Somoza est stationnée, par unités entières, dans les pays voisins, au Honduras et au San Salvador. Elle attend le moment favorable pour intervenir avec l'aide des USA. Ces derniers et les autres impérialistes espèrent une division des rangs sandinistes, entre une aile modérée et une aile révolutionnaire, pour plonger le pays dans le chaos et justifier ainsi une intervention de leur part. **Le Nicaragua reste isolé.** Excepté l'aide cubaine, une aide effective se fait attendre. Le chantage à l'aide alimentaire et financière pratiqué par les pays impérialistes vise à mettre à genoux les sandinistes et la population elle-même pour l'enfermer dans ce dilemme : remettre en question les mesures radicales prises ou mourir de faim.

Mais la révolution au Nicaragua ne peut avoir qu'une seule logique fondamentale, celle de déterminer une voie qui permette de répondre aux besoins des masses ouvrières et paysannes. C'est la voie de la révolution socialiste. Pour s'y engager, elles ont besoin d'un Etat et d'un gouvernement qui défendent leurs intérêts et non ceux des impérialistes. Elles doivent aussi se battre contre les attaques et les menaces de l'impérialisme et de leurs propres capitalistes.

suite page 11

Les élections nationales:  
**Une échéance  
importante ?**

Pour la deuxième fois, la LMR se présente aux élections nationales, dans les dix cantons suivants : Genève, Vaud, Neuchâtel, Berne, Argovie, Bâle, Zurich, Lucerne, Zoug et Schaffhouse. Après une large discussion à l'intérieur de la LMR, nous développons ci-dessous les principales analyses et propositions de la LMR.

**Tout n'est plus calme  
dans le pays...**

Le manque de places d'apprentissage, les problèmes de l'environnement et la sécurité de l'emploi ont, parmi beaucoup d'autres questions, préoccupé la grande majorité des salariés ces dernières années. Parmi eux, beaucoup ont espéré que le gouvernement et le parlement, par leurs décisions, les aideraient à résoudre ces problèmes. Beaucoup sont aujourd'hui déçus — les femmes et les immigrés principalement ont ressenti le plus directement le tournant de la situation économique, sans pouvoir bénéficier de la protection du mouvement ouvrier.

L'inquiétude des salariés face à cette nouvelle situation n'a pas épargné les organisations ouvrières. Le PS et les syndicats non seulement n'ont pas présenté d'alternative à la politique bourgeoise, mais furent même des protagonistes actifs de la politique offensive de la bourgeoisie (TVA première formule). Le rejet de la TVA, de la PFS et le large soutien populaire du mouvement antinucléaire expriment une méfiance vis-à-vis de la politique bourgeoise. Il est nécessaire d'apporter des perspectives positives à cette méfiance. Ce n'est pas par hasard si durant cette période le PS est passé d'un soutien inconditionnel de la politique gouvernementale à une politique d'opposition tempérée dans le cadre de la paix du travail et de la "démocratie de consensus". La première expérience de front unique des organisations ouvrières avec le mouvement des femmes pour une protection efficace de la maternité, est une expression importante de ce même processus.

Ces premiers signes de changement n'ouvrent pas seulement la possibilité d'une large discussion dans le mouvement ouvrier sur les alternatives à la politique de paix du travail, mais deviennent aussi décisifs dans les questions politiques quotidiennes. Un mauvais exemple à ce propos nous est donné par la manifestation des petits patrons horlogers contre le haut cours du franc suisse et soutenue par des sections du PS, par les POCH et le PdT. Avec une telle orientation, le problème du renforcement du mouvement ou-

vrier pour la défense de l'emploi dans l'industrie horlogère est subordonné aux intérêts des patrons, ceux-là mêmes qui diminuent les salaires, augmentent les cadences et licencient les travailleurs. On voit ainsi que le développement d'une modification du rapport de forces entre les classes en Suisse dépendra des propositions politiques et d'une réorientation d'une partie importante du mouvement ouvrier. La LMR peut à cet égard jouer un rôle important. Il ne s'agira pas à l'avenir de dire simplement non là où le PS jusqu'alors dit oui (TVA) ou oui là où il disait non (pensions populaires). Mais bien de se demander : quelle est la politique qui, par principe, renforce politiquement et organisationnellement le mouvement ouvrier ?

**"Salarié(e)s, unissons-nous  
contre les patrons, les banques  
et leur gouvernement"**

Tel est le mot d'ordre central de la LMR pour ces élections nationales. Cette politique unitaire des travailleurs et de leurs orga-

nisations doit aujourd'hui s'occuper des questions les plus urgentes :



La défense intransigeante des intérêts ouvriers est inséparable de l'internationalisme conséquent.

nisations doit aujourd'hui s'occuper des questions les plus urgentes :

- \* semaine de 40 heures sans diminution de salaire,
- \* protection de la maternité et droit à l'avortement,
- \* ateliers d'apprentissage,
- \* renonciation à l'énergie nucléaire,
- \* droits politiques et syndicaux pour nos collègues étrangers.

L'unité d'action pour ces revendications contribuera à créer l'unité dans la classe elle-même. Cela suppose la plus large démocratie à l'intérieur du mouvement ouvrier. Nous devons déterminer des objectifs communs et mobiliser toutes les forces pour la lutte commune, au lieu de fricoter avec les bourgeois, que ce soit au

gouvernement ou comme "partenaire social" !

Si aujourd'hui il faut rompre avec la paix du travail et toutes illusions, ce n'est pas simplement pour remplacer la paix du travail "absolue" par une paix "relative", mais au contraire pour mener le combat contre l'attaque patronale, pour l'unité de la classe et par là pour le renforcement des syndicats.

Les expériences faites dans la lutte pour ces propositions pourront stimuler la confiance des salariés dans leurs propres forces, pour réaliser leurs propres projets. Ce qui rendra le mouvement ouvrier capable ensuite de lutter pour diriger seul le pays. Dans ce sens, la discussion qui traverse le PS sur la participation gouvernementale risque de repousser à l'arrière-plan le débat sur la politique de collaboration de classe dans tous les domaines et sur les solutions de rechange politiques. C'est justement sur ce point que résident les faiblesses fondamentales de l'"alternative" PdT/POCH/PSA, qui ne font que hausser la barre du compromis avec les bourgeois.

La LMR est le seul parti qui, dans sa politique quotidienne, combat pour la rupture avec le capitalisme et pour la construction d'un pouvoir socialiste des conseils. Cette politique exclut dès aujourd'hui toute collaboration avec les forces bourgeoises, qui toutes veulent perpétuer la propriété privée des entreprises et ainsi la domination du patronat sur les hommes et les machines.

Notre responsabilité n'est engagée que vis-à-vis des intérêts des salariés et nous exigeons qu'il en soit de même pour les autres partis ouvriers. Nous appelons à voter LMR et à travailler avec nous pour la construction d'un mouvement ouvrier de lutte de classe.

Comité central de la LMR des 18 et 19 août 1979

Le Comité Central a non seulement entamé un nouveau trimestre de travail, mais a surtout mis la dernière main à la campagne pour les élections nationales de la LMR. A côté de la clarification de quelques questions techniques, une discussion s'est déroulée sur notre position concernant la composition du gouvernement et la participation du PS au Conseil fédéral. Pour les trotskystes, la revendication d'un gouvernement ouvrier sans participation bourgeoise, qui doit être responsable devant la classe ouvrière et recevoir d'elle — et non du parlement — ses directives, est un point programmatique important. Déjà lors du CC de janvier, nous avons décidé que cet axe aurait une valeur propagandiste mais ne serait pas illustré par une formulation concrète. Exiger un gouvernement socialiste monocolore aurait, dans la situation actuelle, à peine la signification que le programme de la IVème Internationale donne à cette revendication. La ligne de ce mot d'ordre — montrer aux masses en lutte que leur combat pour leurs intérêts matériels immédiats est en rapport avec la politique du gouvernement et de l'appareil d'Etat et que les réformistes pratiquent ici aussi la collaboration et qu'il faut les mettre devant leurs responsabilités n'est aujourd'hui applicable qu'au niveau de la propagande. Nous avons cependant repris l'idée fondamentale de cette démarche dans notre propagande, en exigeant un front unique de tous les partis ouvriers et en demandant en même temps que le PS rende compte quotidiennement non pas au gouvernement, mais à la classe ouvrière, dont il reçoit ses consignes.

En même temps, nous expliquons que notre orientation vise à renforcer de telle manière le mouvement ouvrier qu'à l'avenir il sera capable de diriger seul le pays et qu'il s'agit là du critère fondamental de toute politique.

La discussion dans le PS sur la participation au Conseil fédéral risque de ne pas considérer ce problème; or la faiblesse du mouvement ouvrier ne dépend pas seulement de la collaboration gouvernementale du PS, mais aussi de son orientation qui se limite totalement à des réformes à l'intérieur du capitalisme. C'est pourquoi nous soulignons, dans la discussion avec les camarades du PS, qu'au-delà de la question de la participation gouvernementale ils ne doivent pas oublier l'orientation programmatique dans l'action, qui doit être modifiée. Le parti des Aubert-Ritschard reste collaborationniste, avec ou sans conseillers fédéraux, car les princes socialistes de la paix du travail de la bureaucratie syndicale défendent la même ligne.

Un deuxième point important concernait un premier bilan de notre travail dans la question "femmes", six mois après notre Conférence nationale sur ce thème. On constata d'une part qu'il avait été possible de mieux intégrer cette question dans les activités de tous les secteurs et ainsi de ne plus en faire une affaire de spécialistes. Le développement rapide du mouvement des femmes, notamment la dispersion rapide de parties du MLF et de l'OFRA d'une part et d'autre part l'accroissement de la sensibilité à cette question dans les syndicats, rend cependant nécessaire le renforcement de notre intervention, afin que ne se produise une démolition qui empêcherait de profiter des occasions favorables.

Comme premier pas dans ce sens, nous avons décidé de préparer une discussion approfondie sur l'initiative des "droits égaux" et de lancer aussi une activité sur certains de ses aspects particuliers. Une grande partie de notre Comité Central fut consacrée aux questions internationales. La IVe Internationale prépare son XIe Congrès mondial et la LMR participe pleinement aux débats. En octobre, sur la base des positions prises lors des débats, nous élirons nos délégués. Un camarade du Secrétariat Unifié de l'Internationale présenta un rapport sur la situation de la discussion dans l'Internationale et sur les différentes positions apparues durant ce débat, en particulier en ce qui concerne les 4 résolutions principales soumises au vote (sur la libération des femmes, sur la situation mondiale, sur la construction de l'Internationale en Amérique Latine et sur l'orientation et la construction en Europe). Le camarade nous informa également sur la situation au Nicaragua et sur la décision de l'Internationale de mener une large campagne de soutien. Le CC se rallia à cette décision.



# Horlogerie: le hold-up patronal

Le patronat horloger a recouru au chantage pour obtenir du syndicat qu'il abandonne une revendication obtenue précédemment et inscrite, sous réserve de la situation économique, dans la convention collective de 1977. Dans une lettre à la FTMH, le patronat disait: "Si la FTMH renonce à saisir le tribunal arbitral au sujet de la compensation du renchérissement, la Convention patronale ne s'opposera pas à l'entrée en vigueur de la semaine de quarante-deux heures au premier octobre 1979".

L'assemblée des délégués de la FTMH, réunie le 1er juillet, a cédé à ce chantage, après que la direction a fait appel à "la raison", en se gardant bien d'indiquer un quelconque moyen de mobilisation en réponse au défit patronal. Par 75 voix contre 23, l'assemblée renonçait à un réajustement de salaire de 20 ct à l'heure dès le 1er août 1979 (la FCOM revendiquait 40 ct).

Durant cette assemblée, une certaine combativité s'est exprimée; les opposants à la capitulation y ont largement pris la parole pour dénoncer le chantage patronal et proposer d'aller devant le tribunal arbitral, malgré toute la méfiance que l'on doit avoir à l'égard de ce dernier. Pour eux il s'agissait de ne pas tomber dans le piège des patrons, qui voulaient reprendre d'une main ce qu'ils donnaient de l'autre.

Le recours au tribunal arbitral permettait d'éviter que la boucle soit bouclée et donnait un temps de répit pour préparer une riposte à l'attaque patronale. La direction de la FTMH, quant à elle, réduisait la question à un simple problème tactique: "Le problème est d'ordre tactique. Soit on va maintenant devant le tribunal arbitral, soit on revient à la charge en automne et on reprend les discussions, une fois la diminution du temps de travail devenue effective." (A. Hatt, secrétaire central). Cette démagogie crapuleuse, qui veut faire croire qu'on peut jouer au chat et à la souris avec un patronat qui ne cesse d'attaquer les revenus des travailleurs de l'horlogerie depuis près de dix ans, a pour seul objectif d'éviter une confrontation avec le patronat. Car si la FTMH avait recouru au tribunal arbitral, le "conflit" aurait porté sur le réajustement et sur les 42 heures, mettant à découvert de manière plus aiguë les carences de la convention de paix du travail. Pour le patronat et la bureaucratie syndicale, c'était une chose à éviter, surtout en ce moment, où la nouvelle convention de 1980 est en discussion.

## Quand la bureaucratie répond à Halm

Economiquement, pour le patronat, le jeu en valait la chandelle. Il ne pouvait pas directement s'attaquer au salaire en refusant de compenser la diminution d'une heure de travail le 1er octobre prochain. En revanche, en rejetant le réajustement du 1er août, il réalise la même opération, en la déplaçant dans le temps. En outre, une compensation rétroactive à fin 1975 (date du dernier réajustement) aurait représenté une somme plus élevée que les 2,2 o/o qui compenseront le passage de 43 à 42 heures hebdomadaires. Appelons un chat un chat: le syndicat, pour la première fois en Suisse dans cette période, accepte de fait une diminution d'horaires sans compensation salariale intégrale.

n'a certainement pas dit son dernier mot!

## "La politique de la raison"

Dans ce genre d'assemblée syndicale de délégués, la bataille pour avancer une solution de rechange à la politique de capitulation de la direction est difficile pour les militants qui refusent de se laisser enfermer dans le cul-de-sac de la paix du travail. La direction ne fait en effet strictement rien pour redonner au syndicat son rôle objectif, pour construire l'unité des travailleurs et accroître la capacité d'action syndicale en défense des intérêts propres de la classe ouvrière.

Aux délégués qui refusaient le chantage patronal et proposaient de poursuivre la démarche revendicative, Tschumi répondait: "La détérioration économique

d'autre solution à proposer. A cette "politique de la raison" du capitalisme, il faut donc opposer une "politique de la raison" ouvrière.

## Une autre politique est possible

La pétition proposée à l'assemblée des délégués, rejetée par une seule voix (36 contre 35 et 6 abstentions) malgré l'opposition de la direction centrale, représenterait un premier moyen pour activer l'action syndicale, à condition qu'elle ne soit pas une pétition de routine et qu'elle s'accompagne d'une propagande, d'assemblées sur les lieux de travail et, pourquoi pas, d'une manifestation devant le siège patronal lorsqu'elle sera remise à ce dernier.

D'autre part, pour dépasser les faiblesses actuelles, pour fournir un appui à une solution de rechange à la politique de paix du travail, nous devons construire patiemment un travail syndical dans les entreprises, condition indispensable à tout changement de la politique syndicale. Même si nous ne sommes qu'une petite poignée de militants syndiqués dans l'entreprise, nous pouvons entreprendre cette tâche à travers les groupes syndiqués d'entreprise, qui se fixent pour objectif de faire revivre le syndicat sur les lieux de travail. Depuis le début de la récession, de plus en plus de travailleurs sont prêts à faire une telle démarche; c'est aux militants, à l'organisation révolutionnaire, de leur donner la possibilité d'avancer. Dans ce sens, les militants opposés à la paix du travail auront plus de chances de succès lors des prochaines échéances syndicales dans l'industrie horlogère: renouvellement de la convention en octobre 80 (nous reviendrons dans une prochaine brèche sur la convention horlogère et les discussions qu'elle provoque), réajustement des salaires en automne.



A l'heure des comptes, le bilan de la politique de la bureaucratie syndicale tient en deux mots: faillite complète.

Politiquement, le patronat a ainsi marqué des points. Rappelons qu'au début juin, F. Halm, secrétaire des associations patronales suisses, déclarait la guerre aux revendications ouvrières, taxées d'"excessives" et affirmait: "l'employeur n'a aucune obligation morale ou juridique d'assurer à quiconque sa place de travail...". Sur le plan salarial, les tentatives de manipulation de l'indice des prix à la consommation se sont répétées. Face à ces deux défits, la réplique syndicale de l'horlogerie avait une grande importance, permettant de tester la volonté de la FTMH de mettre en pratique ses déclarations verbales. Cependant, si le patronat a pris l'avantage, la classe ouvrière que les patrons retournent aujourd'hui contre nous avait permis d'obtenir in extremis les deux accords (compensation et semaine de 42 heures) qui sont aujourd'hui au centre du débat". Ce qui signifie simplement que le syndicat n'a qu'à se soumettre aux lois du capitalisme, à accepter ses crises et l'exploitation de la classe ouvrière. Cette ligne syndicale pèse encore comme une chape de plomb sur les syndiqués qui cherchent à la remettre en cause.

Le président de l'assemblée s'est empressé de reprendre la formule d'une "politique de la raison" avancée par un délégué, qui après avoir pourtant énergiquement dénoncé la politique patronale, ne voyait pas

\* Pour les 42 heures sans diminution de salaire le 1er octobre; pour les 40 heures en 1980, contre l'augmentation des cadences de travail.

\* Pour un réajustement des salaires intégral et rétroactif au 1er janvier 1976.

\* Pour la mensualisation pour toutes et tous.

\* Pour un salaire minimum de 2 000.- fr.

\* Pour des commissions ouvrières indépendantes du patronat.

\* Pour le lancement de la pétition, soutenue par une campagne active dans les entreprises.

\* Pour la participation de la FTMH à la campagne européenne pour les 35 heures sans diminution de salaire.

9. 8. 1979, Sobo

## LMR INFOS...

MEETING  
NICARAGUA:  
UN NOUVEAU CUBA?

avec Ch.A.- Udry  
de retour du Nicaragua

vendredi 7 septembre, 20 h. 15  
Centre de Loisirs de Bellevaux  
Ch. d'Entrebois 13bis  
(bus no 8, arrêt: ch. de la Forêt)

Du 28 au 30 juin, s'est déroulé le 35<sup>ème</sup> Congrès fédératif de la VPOD, à Interlaken. Les confrontations, souvent virulentes, n'ont pas manqué; dans l'atmosphère tendue de ces deux jours et demi, les questions furent plus nombreuses que les réponses. Elles continueront à fournir matière à débat dans la VPOD.

### Une "déclaration de guerre" douteuse

Dès l'ouverture du congrès, la présidente, Ria Schärer, s'efforça — non sans succès — de marginaliser une série de sections actives. Son acte d'accusation : la LMR cherche à faire de la VPOD l'arène de sa politique partisane, et à manipuler le congrès, portant ainsi atteinte à la démocratie syndicale. Le but de cette attaque : frapper du sceau de la LMR l'ensemble des nombreuses propositions déposées justement par les sections les plus actives, afin de les discréditer d'entrée de jeu.

Le résultat correspondit à l'élégance du procédé : ainsi la discussion sur une question aussi importante que celle d'une réplique efficace de la VPOD aux attaques de l'Etat bourgeois put être largement évitée "au profit" d'une polarisation idiote entre les délégués romands et alémaniques.

### La grève est une affaire sérieuse !

157 propositions des sections étaient présentées au congrès, véritable montagne que nul ne pouvait maîtriser. Dès lors la proposition du Comité fédératif (transmettre plus de 70 propositions concernant les statuts à une commission ad hoc et discuter d'une révision générale de ces statuts lors du prochain congrès) ne fut pas combattue.

Par contre, la proposition no 76 entraîna une vive discussion : présentée par la section de Genève, elle demandait le remplacement des dispositions confidentielles concernant le fonds de lutte et de solidarité par une réglementation mettant en valeur la décision des travailleurs concernés. Walter Renschler s'en prit, de manière totalement irresponsable, aux collègues genevois. Il s'efforça de les faire passer aux yeux des délégués alémaniques pour des gens qui cherchaient à faire du fonds de lutte "un self-service pour les sections" — la grève n'est-elle par pourtant une affaire sérieuse ?!

Evidemment ! Même à Genève la grève représente un gros risque pour les salariés du secteur public, exige du courage et demande une forte propension à la solidarité. De plus, la majorité des délégués ne connaissaient pas, avant le congrès, les directives confidentielles sur le fonds de lutte — ce qui n'empêcha pas les secrétaires fédératifs de combattre également et toujours avec autant d'élégance une proposition d'examen de la proposition de Genève dans le cadre des statuts, avec succès : 226 voix contre 83.

### Des directives concernant la conduite des mouvements revendicatifs...

Le deuxième jour fut consacré à l'examen des directives concernant la conduite des mouvements. A nouveau, la proposition de la direction du congrès de discuter dans ce cadre environ 30 propositions sur la politique syndicale ne fut pas combattue. Une nouvelle fois, la direction du congrès recourut à la tactique d'opposer le "tempérament" romand à la "solidité" suisse allemande. Et de nouveau l'on joua sur des registres douteux, comme lors de la discussion sur la proposition des employés d'Etat vaudois (inclure dans les lignes directrices la revendication de suppression des classes salariales donnant droit à un salaire inférieur à 2 000.- fr.). Ainsi la direction syndicale prétendit que cette revendication était importée de l'étranger. En conséquence de quoi, force est de conclure que les catégories salariales scandaleuses de moins de 1 300.- fr. qui existent encore dans certains cantons suisses sont également importées...

Malgré tout : une forte minorité n'était plus prête à suivre l'argumentation de la direction syndicale. 135 délégués appuyèrent la proposition des vaudois.

### ... sans mouvement

Dès le vendredi, une discussion s'était ouverte pour savoir si l'on pouvait opposer aux directives les plateformes de revendications proposées par différentes sections. Les enjeux de ce débat étaient extrêmement importants : les diverses sections actives exigeaient en fait que la VPOD, contrairement à sa longue tradition, commence à mener des campagnes nationales sur certains points précis. Ces campagnes devraient permettre d'opposer à l'attaque centrale des autorités une réponse commune de l'ensemble de la fédération. Mais permettre aussi de mieux faire connaître la VPOD en facilitant son développement dans certaines branches importantes du secteur public. Comme par exemple dans le secteur de la santé : sur plus de 3 000 employé(e)s de l'Hôpital cantonal de Zurich, il n'y en a environ que 1 000 à la VPOD. Toutefois, les secrétaires fédératifs s'opposèrent

# 35<sup>ème</sup> Congrès fédératif de la VPOD Un courant combatif contre la direction syndicale

à ces propositions, expression à leurs yeux d'un "activisme creux". A nouveau le congrès les suivit par 203 voix contre 102.

### Qu'est-ce que la démocratie syndicale ?

Un incident significatif se déroula à la fin du congrès. Après le discours de Max Frisch sur la répression, un collègue voulut lire la lettre ouverte de Victor Fainberg au congrès. Cette lettre faisait état de la répression menée par la bureaucratie soviétique contre les membres du syndicat libre (SMOT) et proposait une résolution de soutien aux libertés syndicales en URSS. Après que Renschler se fut préalablement opposé à la discussion publique du problème — compte tenu de la présence d'invités soviétiques (!) — le micro

fut simplement débranché. Juste après, Ria Schärer donnait lecture du résultat des élections; l'incident était ainsi clos.

### Comment poursuivre ?

Il y a eu sans aucun doute trop de propositions présentées au congrès. Cette vague de propositions donna à la direction un argument de poids, en lui permettant de faire passer aux yeux de beaucoup de délégués alémaniques le courant combatif pour irresponsable, cela d'autant plus facilement que la grande majorité des délégués était dépassée par les nombreuses discussions.

Le prochain congrès traitera, entre autres, d'une révision globale des statuts. La gauche syndicale doit utiliser les trois ans qui nous

en séparent afin de s'accorder, à travers une discussion ouverte, sur quelques points centraux, sur lesquels elle mettra ensuite l'accent.

A plusieurs reprises, les secrétaires syndicaux ont assuré, à Interlaken, que la presse fédérative était ouverte à chaque membre et à chaque section — alors que durant le débat sur la première version de la TVA encore, des articles critiques n'ont pas pu paraître dans le journal. Dans les années qui viennent, il faudra donc porter plus souvent le débat dans la presse fédérative.

Interlaken a montré qu'il existe dans la VPOD un courant combatif avec lequel il faudra compter à l'avenir.

br.



## "Les engins à têtes multiples de la LMR"

Dès son allocution de bienvenue (sic) au congrès de la VPOD à Interlaken, Ria Schärer annonça la couleur : "Le congrès fédératif n'est pas une poule couveuse sous laquelle on peut déposer de faux oeufs, en tout cas pas sans qu'il le remarque !". Les sections ayant déposé des propositions se font réprimander, car "toutes (...) ne sont pas le fruit d'un travail de section sérieux". Les faux oeufs si dangereux sont "les armes téléguidées et engins à têtes multiples provenant de l'inventaire d'une Ligue qui, de par son nom se réclame de Marx". Ria Schärer avait auparavant déclaré que "le congrès n'est pas un terrain d'opération où l'on peut se servir de combines de fractions ou des armes de la critique destructive pour jeter à bas la démocratie fédérative".

Cette isolante entrée en matière eut lieu juste après que la présidente précise : "le syndicat est l'endroit propice aux pensées et projets nouveaux pour un monde meilleur". N'y aurait-il donc pas de place pour la LMR dans ce monde meilleur ?

Les attaques lourdes et répétées contre la LMR du début du congrès n'étaient nullement l'effet d'un dérapage incontrôlé. Il s'agissait d'ériger une ligne de défense autour des propositions de la direction fédérative — chaque contre-proposition jouant le jeu de la LMR ! Ce qui évidemment facilitait beaucoup la tâche de la majorité des délégués — qui prendrait donc plaisir à couvrir de faux oeufs ?

A travers cette polarisation contre la LMR une forte pression était faite sur les délégués qui devaient défendre des propositions de sections, dont seule une infime partie avait quelque chose à voir avec la LMR.

Cette confrontation, recherchée par la direction de la VPOD, ne met pas seulement la démocratie syndicale en péril, elle affaiblit également le front commun de toutes les forces du mouvement ouvrier contre les attaques croissantes aux droits démocratiques.

Utilisant la même méthode que les pires stalinien, Ria Schärer expliqua que la critique destructive ne sert que l'adversaire à l'extérieur, alors qu'à l'intérieur elle paralyse

le syndicat et cela en un temps où de nouvelles forces fascistes et réactionnaires renaissent à l'étranger et menacent le mouvement syndical démocratique ! La conclusion logique de ce raisonnement de Ria Schärer : la LMR est inconsciemment réactionnaire. Le PCI aussi est conséquent avec une telle analyse : il transmet directement à la police des listes de militants d'extrême-gauche !

Dans les "directives concernant la conduite des mouvements revendicatifs", un paragraphe consacré à la répression politique commence par la phrase suivante : "La VPOD constate avec inquiétude que les cas dans lesquels on inflige des sanctions aux individus qui ont une autre optique des faits et de la société, au lieu de leur opposer des arguments, vont se multipliant...". Cette méthode de la bourgeoisie ne devrait pas être introduite dans le mouvement syndical. Les attaques contre la LMR sont d'autant plus déplacées que les militants de la LMR ont justement contribué de manière importante au renforcement du syndicat et à l'accroissement de ses membres (femmes, hôpitaux, enseignants, etc.).

Dans les sections dans lesquelles des membres de la LMR sont organisés, la préparation du congrès est devenue, bien plus qu'ailleurs, l'affaire des membres et non plus seulement de cercles restreints de fonctionnaires syndicaux.

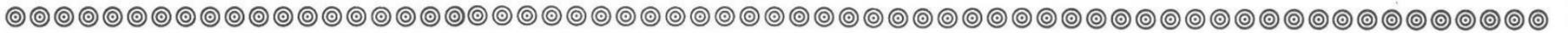
### Les raisons de "l'ingérence" de la LMR dans les affaires de la VPOD

Le programme politique de la LMR a pour but de renforcer le mouvement ouvrier et spécialement le mouvement syndical contre la bourgeoisie. La VPOD, en tant que syndicat de la fonction publique, est aujourd'hui confrontée aux problèmes centraux de la politique de la bourgeoisie : politique financière et budgétaire, droits démocratiques, etc. Les succès ou les échecs de la VPOD servent aussi de baromètre à la politique patronale dans l'économie privée. C'est donc bien de politique ouvrière que s'occupe la VPOD. La LMR a fait des propositions pour le ren-

forcement du syndicat, publiées ouvertement dans la brèche, et les militants de la LMR dans la VPOD les ont soumises à la discussion dans les réunions syndicales; dans certains endroits ils ont trouvé le soutien de sections syndicales entières. Est-ce que cela est fractionnel ? Ou le syndicat n'est-il pas plutôt renforcé lorsque les idées et les motifs (qui se reflètent aussi dans les différents partis ouvriers) s'expriment et que des décisions démocratiques peuvent être prises en pleine connaissance des différents points de vue ? Le point de départ nécessaire à toute discussion syndicale doit cependant être que les propositions puissent être examinées à partir de critères tels que : comment renforcer le syndicat, comment élargir sa présence dans les entreprises, etc. Il s'agit dès lors d'une discussion qui renforce l'organisation syndicale, alors que la recherche de l'origine partisane possible de toutes les propositions ne fait, effectivement, que paralyser le syndicat !

Nous récusons avec force l'accusation selon laquelle la LMR travaillerait avec des combines fractionnelles ou autres, particulièrement lorsqu'elles proviennent d'une direction étroitement associée au PS. Walter Renschler disait par exemple de l'indépendance de la VPOD à l'égard des partis politiques : "Mais j'aimerais encore une fois souligner que nos rapports étroits avec le PS ne doivent pas être remis en cause... Cela ne signifie cependant pas que l'on ne puisse pas soutenir des revendications isolées provenant d'un autre côté. Mais l'on ne peut naturellement pas, lorsque l'on a besoin d'un partenaire (le PS, réd.) pour remplir les tâches qui vous ont été confiées, le mettre sur la touche lorsque cela plaît à l'un ou l'autre. Il faut avoir des égards mutuels, afin de pas mettre en danger la relation de confiance." (Lehrer-Zeitung, 7/78).

Concrètement, cela signifie pour les syndicalistes actifs qu'ils doivent, dans toutes leurs activités, miser sur les forces à l'intérieur du PS qui préfèrent la collaboration avec les bourgeois au Conseil fédéral au front unique du mouvement ouvrier ! Cela renforce-t-il le mouvement ouvrier ?



# Formation professionnelle Discriminé(e)s, sélectionné(e)s: les jeunes immigré(e)s (1)

Dans notre projet d'initiative populaire "pour le droit à une formation professionnelle de qualité", nous demandons explicitement que "... les enfants de travailleurs étrangers (...) doivent être particulièrement pris en considération".

Ainsi, après leurs parents, ces enfants seraient-ils aussi l'objet de discriminations quant à leur travail et à leur place dans la société? Pourtant objectent les milieux patronaux (mais aussi une partie du mouvement ouvrier), ils jouissent en Suisse de nombreux avantages et de droits, contrairement à leurs parents dans leur pays d'origine: scolarisation gratuite, niveau culturel plus élevé, possibilités de formation professionnelle qualifiée et même d'études supérieures, octroi de bourses, etc. comme les enfants suisses. Seulement s'ils réussissent moins bien c'est par manque d'intelligence..., fainéantisme..., appât du gain qui leur fait choisir la formation la plus rapide..., désintérêt pour leur formation..., ou désir de rentrer au plus vite dans leur pays...

Pour nous, les traits fondamentaux de l'immigration sont les suivants:

- les immigrés sont accueillis comme force de travail, sans pour autant jouir de tous les droits politiques et sociaux conquis par la classe ouvrière suisse;
- des divisions sont introduites au sein même de l'immigration, qui se répartira dès lors en secteurs fortement cloisonnés sur le marché du travail, chacun d'entre eux correspondant à des statuts légaux différents. Le but est de multiplier les obstacles pour empêcher que l'immigration agisse comme un tout solidaire<sup>1)</sup>.

Ces traits déterminent dans une large mesure les conditions d'éducation, de scolarité et de formation professionnelle des enfants de travailleurs immigrés.

Les données statistiques concernant cette couche de la jeunesse sont rares, partielles et disséminées. C'est un fait à déplorer non pas tellement en soi, mais parce qu'il est significatif du manque d'intérêt et de réflexion sur ce sujet dans les organisations du mouvement ouvrier suisse et immigré. Il est navrant de lire: "L'Union syndicale suisse déplore qu'aucune statistique complète concernant la formation scolaire et professionnelle des jeunes étrangers ne soit publiée"<sup>2)</sup>. L'USS n'a-t-elle donc pas les moyens de réaliser une telle analyse? Ce manque est d'autant plus grave que la récente offensive patronale concernant l'apprentissage était tout-à-fait prévisible. Dans les cantons où la proportion de travailleurs immigrés est assez élevée (Genève, Tessin, Vaud, Neuchâtel, Zurich) il existe néanmoins davantage de renseignements.

## QUELQUES DONNEES STATISTIQUES

Pour désigner les enfants de travailleurs immigrés on utilise souvent le terme de "deuxième génération". Celle-ci est composée de 2 groupes, dont le plus important est celui des jeunes nés en Suisse et/ou ayant grandi et fréquenté les écoles suisses. Le deuxième est constitué par les jeunes

- qui sont venus en Suisse en raison de la réunion de la famille,
- ceux nés en Suisse et y fréquentant les écoles italiennes (environ 1 500),
- ceux qui, nés en Suisse, voyagent de manière permanente entre la Suisse et leur pays d'origine<sup>3)</sup>.

Entre 1970 et 1976, la population étrangère entre 10-14 ans a crû de 59 o/o (+ 30 620), et entre 15-19 ans a diminué de 8 o/o (- 4 722). Dans le même temps, les populations respectives augmentaient de 3 o/o (+ 12 483) et de 8,5 o/o (+ 33 423).

### Population suisse et étrangère de 0 à 19 ans Distinction par rapport aux classes d'âge, 1970 - 1976

ANNEE	0 - 4	5 - 9	10 - 14	15 - 19	0 - 19
1970	361.928	418.651	418.195	391.224	1.589.998
1971	361.928	418.651	418.195	391.224	1.589.998
1972	361.928	418.651	418.195	391.224	1.589.998
1973	361.928	418.651	418.195	391.224	1.589.998
1974	361.928	418.651	418.195	391.224	1.589.998
1975	361.928	418.651	418.195	391.224	1.589.998
1976	361.928	418.651	418.195	391.224	1.589.998

D'après le tableau ci-dessus, et selon la situation spécifique de la famille immigrée, nous pouvons constater deux mouvements:

1) le départ de jeunes n'ayant pas atteint ou entamant l'âge de la scolarité obligatoire, les parents considérant leur chance d'adaptation scolaire dans leur pays d'origine comme

la brèche du 1er septembre, page 2

étant à peu près "normale" du fait de leur âge (maximum 9 ans). "... Il semble que les réémigrations dues à la récession s'effectuent la plupart du temps par famille entière et que le passage des enfants dans les écoles du pays d'origine soit accompagné d'importantes difficultés."<sup>2)</sup>

2) le départ, quoique dans une proportion plus faible, de jeunes ayant terminé leur scolarité obligatoire et décidant d'entamer leur vie professionnelle dans leur pays d'origine, ainsi que ceux ayant terminé leur apprentissage. Comme beaucoup d'entre eux ont suivi des cours dans leur langue maternelle, ce retour ne semblait pas catastrophique et était même souhaité dans certains cas.

Dans les deux cas, le moteur des départs a été la crise économique, à partir de 1973 (280 000 postes de travail supprimés concernant les travailleurs immigrés jusqu'en fin 1977) ainsi que le sentiment d'insécurité, la xénophobie,

81 o/o affirme qu'il n'y a pas de discrimination, et donc qu'ils n'ont pas vraiment conscience de leur exploitation.

### Un exemple de sélection scolaire<sup>6)</sup>

Les observations suivantes ont été réalisées à La Chaux-de-Fonds et à Neuchâtel (chiffres entre parenthèses) dans le 5ème degré de primaire 1977-78: 24 o/o (16 o/o) des élèves ont un retard scolaire, dont presque la moitié, 42 o/o (49 o/o), sont étrangers.

Dans les classes terminales (où sont mis les élèves ayant un retard de deux ans) se trouvent le 35 o/o des jeunes étrangers, soit un sur trois. Quant aux degrés scientifique et classique, qui permettent d'accéder aux études supérieures, il y a 43 o/o d'élèves suisses (un sur deux) contre 26 o/o d'élèves étrangers (un sur quatre).

Gymnase: 8 o/o d'étrangers.



les discriminations dans l'emploi, le désir du retour au pays<sup>3)</sup>. Seulement les travailleurs immigrés se rendent compte que les possibilités d'acquérir de bonnes connaissances dans les écoles suisses sont supérieures à celles de leur pays, et par conséquent hésitent à interrompre la scolarité et/ou la formation de leurs enfants. Ce qui explique en grande partie les différences dans les variations des classes d'âge et la part importante des établis parmi les réémigrants (51 o/o des départs en 1975 et 55 o/o en 1976).

Mais depuis l'approfondissement de la récession, la solution n'est plus tellement, du point de vue économique, le retour au pays d'origine, la crise les touchant fortement (fort vol de chômage, particulièrement chez les jeunes<sup>4)</sup>). Ainsi, en 1978, 37 586 étrangers sont devenus suisses: (naturalisations, naissances, mariages, etc. - Journal de Genève, 26. 7. 79). Alors, même si socialement et culturellement la solution est pénible à envisager, la perspective pour les jeunes à leur sortie de l'école sera d'entreprendre leur formation professionnelle en Suisse. Jusqu'en 1980, 80 000 étrangers auront terminé leur scolarité obligatoire<sup>2)</sup>.

Une enquête réalisée par les Missions catholiques italiennes<sup>5)</sup> révèle tendanciellement la composition sociale et professionnelle des jeunes italiens entre 14 et 20 ans et fournit une bonne image de l'ensemble de la deuxième génération en Suisse (65 o/o du contingent étranger est formé d'immigrés italiens et espagnols).

hommes 44 o/o - femmes 56 o/o  
célibataires 98 o/o - mariés 2 o/o  
Lieu de naissance: Italie 45 o/o - Suisse 54 o/o  
Profession: écolier/étudiant\* 57 o/o - apprentis 26 o/o - ouvriers qualifiés 3 o/o - ouvriers 9 o/o - employés 5 o/o - employés de commerce 2 o/o  
Profession des parents: père: ouvrier qualifié 35 o/o - ouvrier 49 o/o; mère: ménagère 42 o/o - ouvrière qualifiée 5 o/o (!) - ouvrière 44 o/o.

\* la majorité est composée d'élèves à l'école obligatoire.

Le 57 o/o des jeunes fréquente les cours de langue et de culture italienne en même temps que l'école suisse. Le 50 o/o de ceux-ci se trouve dans des classes qui conduisent seulement à l'apprentissage, le 25 o/o dans des degrés qui conduisent aux écoles professionnelles. Les apprentis se trouvent la plupart dans la branche commerciale (39 o/o) et dans la branche "mécanique-électricité" (33 o/o). Enfin les apprentis et les ouvriers ne manifestent pas beaucoup d'intérêt pour les syndicats (le 78 o/o ne fait pas partie d'un syndicat) et émettent un jugement plutôt négatif sur les syndicats en général (seul le 34 o/o trouve les syndicats utiles). Cela peut s'expliquer en partie par le fait que le

Ecole de commerce: section diplôme (3 ans) 10 o/o d'étrangers - section maturaire (4 ans) 9 o/o d'étrangers.

Le 25 o/o des enfants suisses se trouve dans ces trois écoles (un sur quatre) contre 11 o/o des enfants immigrés (un sur dix).

Enfin, à La Chaux-de-Fonds à la même époque, 19 o/o des jeunes de 16 à 20 ans sont étrangers, la population immigrée représentant 19 o/o de la population totale, leurs enfants de 6-10 ans le 33 o/o de cette classe d'âge et ceux de 11-15 ans le 28 o/o de la leur.

### Statistique scolaire neuchâteloise de 1973 dans la 4ème année secondaire (dernière année de l'école obligatoire)

Section	proportion d'élèves étrangers	proportion d'enfants de travailleurs
classique	7,5 o/o	23 o/o
scientifique	13 o/o	39 o/o
moderne	12 o/o	52 o/o
préprofessionnelle	15 o/o	58 o/o
classes terminales*	27 o/o	70 o/o
classes de développement*	52 o/o	85 o/o

\* En sortant de ces deux dernières classes, qui regroupent une partie importante des jeunes immigrés, les possibilités de trouver une place d'apprentissage chez un patron pour acquérir une formation sont, à quelques exceptions près, nulles.

(à suivre)  
août 1979, José

1) cf. "Immigrés: tout le poids de la première récession", la brèche no 194.

2) "La deuxième génération des étrangers en Suisse"; Commission internationale catholique pour les migrations. G. Baggio - T. Pozzi, Bâle, janvier 1978.

3) "... par les mesures de l'OFIAMT, par les pressions exercées par les nombreuses initiatives xénophobes et par l'absence de perspectives dans une société souvent vécue comme hostile". D. Castelnuovo-Frigesi, La condition immigrée (p. 55).

4) Pour l'Italie, en 1977, 75 o/o des chômeurs étaient des jeunes de 14 à 29 ans, 530 000 étudiants diplômés ne trouvaient pas d'emploi. cf. "Italie: les fruits amers du compromis historique", Anna Libera, éditions la brèche.

5) "Enquête sur la deuxième génération en Suisse romande", réalisée par les Missions catholiques italiennes en Suisse romande, rapport provisoire, Genève, novembre 1978.

6) "Les enfants de travailleurs immigrés. Quelques aspects de leur vie scolaire et familiale", Jacqueline Samali, La Chaux-de-Fonds, juin 1978.

# Interdiction professionnelle au Crédit Suisse

Fin avril, un employé du Crédit Suisse de Lausanne, militant de la LMR, apprenait qu'il était licencié suite à des "mesures de réorganisation". Le prétexte était tellement mauvais que, face aux timides réactions de l'Association suisse des employés de banque (ASEB), la direction lausannoise, sans revenir sur sa décision, proposa une indemnité de départ équivalente à un mois de salaire, tout en refusant de prolonger le délai de départ. Le mercredi 27 juin à midi, l'employé du CS était expulsé de la banque. Devant l'inertie de l'ASEB, il prend alors en main sa propre défense, rédigeant un dossier sur son licenciement, qui sera distribué par quelques camarades de la LMR devant le Crédit Suisse à tous les employés.

**la brèche :** *Quel a été l'effet suscité par la diffusion de ton dossier ?*

— La direction était furieuse et une certaine agitation animait les bureaux. La grande majorité des employés qui avait accueilli chaleureusement la distribution a occupé une bonne partie de la matinée à lire et discuter. Le CS commençait-il à procéder à des licenciements économiques ? La direction a dû dicter à sa commission du personnel une communication affichée le lendemain dans tous les bureaux : la direction précisait qu'elle ne procédait pas à des licenciements économiques et la commission du personnel se déclarait satisfaite par ces déclarations rassurantes. Bien que personne n'ait été dupe quant aux explications me concernant, la direction a réussi à calmer les esprits, à étouffer les premiers réflexes de so-

lidarité déjà limités par les craintes de la répression.

**la brèche :** *La répression n'explique pas tout. Les employés de banque ont-ils une conscience syndicale ? Peut-on espérer qu'ils s'organiseront pour leur défense ?*

— Certainement, c'est aussi une question de temps. Les grandes banques n'échappent pas à la crise que traverse l'économie capitaliste et encourent des risques considérables dont leurs employés commencent à faire les frais. L'introduction massive de l'informatique aura des conséquences sur l'emploi ; les mesures de rationalisation ont bientôt créé une majorité d'employés spécialisés, sans formation bancaire traditionnelle et peu payés. L'horaire hebdomadaire est de 44 heures et les employés timbrent. Les banquiers sont de moins en moins enclins à des concessions dans la négociation des conventions collectives. Nul doute que nous passerons ces prochaines années de la collaboration conflictuelle à l'affrontement ouvert, ce qui posera sérieusement aux employés des banques la question de l'organisation syndicale. Il faut déjà y travailler.

**la brèche :** *Il apparaît donc que les employés de banque font partie in-*

*tégrante de la classe ouvrière...*

— Bien sûr ! Même si leur conscience a de nombreuses raisons de retarder, ils sont de plus en plus confrontés aux mêmes problèmes et souvent aux mêmes patrons que les travailleurs de l'industrie. Lors de la grève générale en 1918 les employés de banque zurichois s'étaient mis en grève pour défendre des revendications élémentaires. Ces grèves ne sont pas rares, aujourd'hui, dans certaines grandes banques en Europe. Les employés de banque sont au cœur des manipulations financières de la bourgeoisie. Lorsque les travailleurs de l'industrie, pour défendre salaires et emplois, exigent l'ouverture des livres de comptes, les patrons utiliseront le secret bancaire pour camoufler leurs profits, déplacer leurs usines et organiser la fuite des capitaux. Pour faire pièce à ces manœuvres et démanteler des réseaux de plus en plus complexes de sabotage économique, les travailleurs devront pouvoir compter sur l'engagement actif des employés de banque. On en a déjà eu des exemples, au Portugal, et plus récemment en Iran !

**la brèche :** *Nous avons toujours affirmé la nécessité pour le mouvement ouvrier d'implanter un véritable syndicat dans le secteur banca-*

*re. Comment ont réagi les organisations politiques et syndicales du mouvement ouvrier lausannois, lorsque tu les as contactées pour ta défense ?*

— Elles ont été nombreuses à répondre à mon appel et à se solidariser (PS vaudois et lausannois, POP, LMR, OCS, FOBB, VPOD Vaud-État, FCOM, CRT). Nous avons distribué, sur les principales banques de la place, au CS Genève, Lausanne, Zurich et agences vaudoises, une Lettre ouverte au Crédit Suisse, lui posant trois questions : procédait-il à un licenciement économique ? Sinon à une interdiction professionnelle ? Quelle était exactement l'offre de reclassement interne qu'il prétendait (dans la presse) avoir faite ? A notre grande surprise, la direction générale du CS à Zurich a répondu ; elle reconnaissait noir sur blanc avoir procédé à une interdiction professionnelle ! Elle désavouait entièrement sa direction lausannoise qui m'avait menti, ainsi qu'aux employés, à la commission du personnel, à l'ASEB et à la presse locale...

**la brèche :** *Que craignait le CS ? Qu'un militant de la LMR commette des infractions au secret bancaire ?*

— Le secret bancaire est sacré et surtout protégé par des dispositions uniques au monde : l'article 47 de la loi sur les banques permet d'envoyer en prison quiconque viole ou incite à violer le secret bancaire. A mon entrée au CS, j'ai dû signer une telle déclaration à laquelle je reste lié. C'est aux employés que cet arsenal est avant tout destiné ; entre eux, ces Messieurs savent se montrer plus compréhensifs. L'actuel directeur du CS, G. Bory, a fait l'objet il y a déjà plusieurs mois d'une plainte pénale de la Banque Populaire Suisse où il était auparavant directeur. Cette banque l'accuse d'être passé au CS avec dossiers et clients. Mais il n'ira pas en prison car il n'est pas accusé de violation du secret, mais de "concurrence déloyale". Des arrangements en coulisse étoufferont probablement cette affaire, pour éviter un scandale. Le Crédit Suisse craint avant tout ses employés qui pourraient s'organiser de manière indépendante et commencer à riposter aux mesures de rationalisation en cours. La présence de militants actifs du mouvement ouvrier au sein de la banque et des associations d'employés peut activer ce processus. C'est parce que les dirigeants du CS sont conscients qu'ils m'ont licencié, beaucoup plus que par crainte pour l'institution du secret bancaire.

**la brèche :** *A l'heure qu'il est, tu es encore au chômage sans rien avoir obtenu du CS. Que comptez-vous faire avec le comité de soutien ?*

— Nous allons en discuter prochainement. Mais nous avons tout de même obtenu que le CS se démasque ! En ce qui me concerne, je me suis adressé au comité directeur de l'ASEB pour qu'il exige que le CS participe à mon reclassement et indemnise ma période de chômage. Par ailleurs, je vais probablement recourir contre la décision de l'Office cantonal du chômage qui s'apprête à me pénaliser parce que je n'ai pas présenté de recherches d'emploi depuis le 30 avril, alors même que des négociations ont eu lieu jusqu'à fin juin avec l'ASEB et que l'affaire n'est pas encore réglée ! Je n'ai pas encore reçu un centime de la caisse-chômage. Nous distribuerons certainement un tract de bilan sur les banques, mais j'ai l'impression que nous ne pourrions plus faire grand chose pour ma défense. **la brèche :** *Malgré tout, cela confirme que dans tous les cas où la bourgeoisie et l'Etat tentent de mettre en pratique les interdictions professionnelles — c'est-à-dire éliminer les militants les plus engagés dans la défense des intérêts ouvriers — il est important que le mouvement ouvrier réagisse le plus unitairement possible.*

— C'est indispensable. Quelle organisation peut prétendre défendre seule un militant licencié ? L'unité est une question de principe et surtout d'efficacité face à la répression. Les organisations politiques et surtout syndicales doivent s'engager à fond quand les interdictions professionnelles se multiplient et que l'Etat et les grands patrons les justifient ouvertement. J'espère que l'unité réalisée autour de mon cas sera maintenue et s'élargira (je pense ici aux syndicats, à l'USL, la Déclaration de Berne, restés sur la réserve jusqu'ici). Ce sont les droits syndicaux, la protection des militants contre les licenciements qui sont en jeu. Il importe de répondre vite et globalement à ces attaques. Voilà le point essentiel qui sera discuté, début septembre, par notre comité unitaire.

## Armée: Les soldats sans droits

Avant sa peu glorieuse retraite du Conseil fédéral, M. R. Gnaegi, chef du Département militaire fédéral, présenta cet été à la presse le nouveau Règlement de Service 80 (RS 80) destiné à remplacer celui de 1967. "Cette charte du soldat", selon ses dires, devrait "en premier lieu améliorer la situation du soldat et renforcer sa personnalité". "Charte du soldat" qui va dans le sens d'une militarisation accrue tant dans le domaine du service armé que dans celui de la vie civile : le RS 67, rédigé avant l'émergence de l'auto-organisation des soldats et des recrues et des Comités de Soldats, demeurait "vague" quant aux droits politiques des soldats. Troubles que les "officieux" ordres Hirschy et Vischer ne parvenaient pas à combler. Avec le nouveau RS c'est chose faite, ces ordres y sont intégrés pour imposer "des restrictions minimales pour protéger l'ordre militaire" comme le dit le chef de l'instruction militaire, le cdt de corps Widbolz.

Le spectre du "rapport Oswald" — cette réforme superficielle de certaines formes militaires, concédée face à la radicalisation des jeunes après 1968 — est enfin exorcisé par les nostalgiques de l'école prussienne : "Cependant on a vu également que ci et là, on avait été peut-être trop loin et pour cette raison une reprise en main en ce qui concerne l'attitude de la troupe et de la discipline a dû être effectuée." (R. Gnaegi au "Tages Anzeiger"). Lorsque l'on consulte la liste des rédacteurs de cette "charte anti-soldat" les dernières illusions de ceux qui croient en cette armée de milice "au-dessus des intérêts de classe" ne peuvent que disparaître. Qu'on en juge : sur les 13 experts de la commission du RS 80 nous recensons : 2 brigadiers, 3 colonels, 4 majors, 1 capitaine instructeur, 1 responsable de Département militaire cantonal, pas un soldat, pas un travailleur, mais des membres de conseils d'administration de banques, des pro-

fesseurs et juristes, des militaires de carrière, un conseiller d'Etat, un rédacteur à la NZZ, un responsable radical du service d'informations nationales à la SSR, etc... Les travaux préparatoires de cette commission ont été tenus secrets, seuls les responsables des Départements militaires cantonaux ont été consultés, alors que, contrairement aux usages, les organisations économiques, professionnelles et politiques ne furent pas sollicitées.

Voyons brièvement, car nous aurons encore l'occasion d'y revenir, en quoi réside ce nouveau RS 80, qui aggrave notoirement la condition des soldats surtout dans le domaine politique.

### Garde avec munitions de guerre

Ces derniers temps, avant même l'application du nouveau RS, de plus en plus de gardes se faisaient l'arme chargée. Le prétexte fallacieux avancé par la hiérarchie s'appuie sur la lutte contre le terrorisme et contre le vol destiné à masquer les vraies raisons : il s'agit de vaincre les réticences naturelles face à une arme chargée et d'habituer tant les soldats que la population à voir des hommes armés patrouiller dans les villes, ce qui sera bien utile lors de la mise sur pied de piquets de troupe ou lors de "service d'ordre" de l'armée. La bourgeoisie est même prête à assumer les accidents probables, lorsque l'on pense par exemple que les cantonnements se trouvent souvent dans des écoles. Lors d'un CR en 1978 d'une cp d'aviation une garde armée fut instaurée ; le discours tenu alors par l'officier responsable (sic) en dit plus long qu'une démonstration : "Alors voilà vous s'irez armés... Ca se passe comme ça : vous repérez quelqu'un que vous connaissez pas : ça peut être un espion ou un saboteur... alors vous criez "Halte !". Si le type s'arrête pas, vous faites le mouvement de charge et vous criez de nouveau "Halte". S'il ne stoppe toujours pas, vous tirez deux à trois mé-

tres à côté de lui, pis là, s'il s'arrête pas, vous avez le droit de l'abattre. Ne vous en faites pas, vous êtes couverts : l'année passée, en Suisse allemande, un soldat a tiré sur un type qui était probablement ivre : il l'a manqué, le type a porté plainte : eh bien le soldat n'a pas été inquiété..." (Ras-le-Casque no 6).



### Le point central du nouveau règlement : les restrictions supplémentaires des droits politiques

Jusqu'à aujourd'hui, le soldat pouvait exercer ses maigres droits politiques pendant ses heures de sortie. Avec le nouveau RS, ce droit lui est ôté : faire signer des pétitions le soir est interdit et "les quelques restes de légalité" des groupes de casernes et de CR disparaissent. Si l'on veut participer à une réunion politique ou de soldats, on pourra demander l'autorisation à son supérieur de pouvoir se mettre en civil, mais cette démarche permettra d'identifier les soldats actifs, qui subiront alors toutes sortes de brimades et de chantages professionnels. Inutile de préciser que ces prescriptions ne toucheront pas les officiers qui prendront part à l'assemblée générale d'une société.

Quant aux pétitions : "(...) Les commandements militaires n'ont ni à accepter ni à transmettre des pétitions ou des requêtes adressées à des autorités." (art. 243-6). En ou-

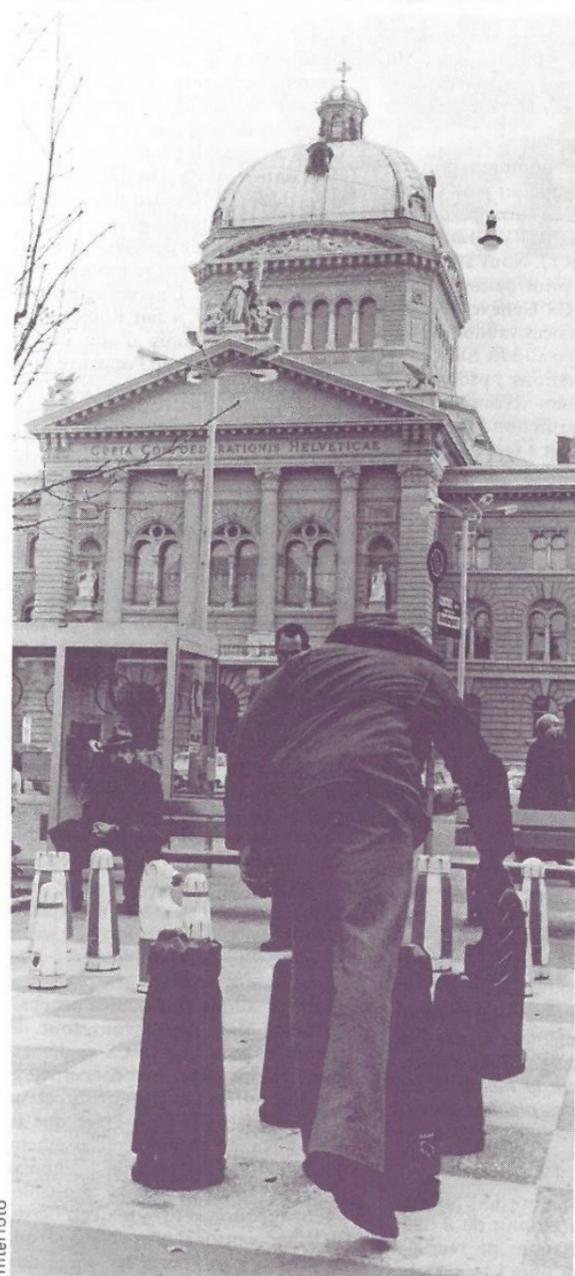
tre, les plaintes de service doivent se faire individuellement et dans la discrétion absolue : "... S'il y a abus, notamment lorsque le même objet sert à multiplier des plaintes analogues, le supérieur a le droit de limiter l'ampleur de son enquête ou de renoncer à entrer en matière." (art. 253-1). Voilà comment le DMF répond à la récolte de plus de 8 000 signatures de soldats et de recrues en faveur du temps libre ! La hiérarchie ne peut tolérer des activités collectives des soldats, car l'embrigadement et le drill ne sont efficaces que dans la division.

Les civils sont aussi touchés par ces interdictions des activités politiques. Non seulement ils peuvent être contrôlés et embarqués par la police civile, mais maintenant les organes de police de l'armée (Gendarmerie d'armée et garde par exemple) peuvent être autorisés à confisquer des objets qui "servent à perturber l'ordre militaire" (les tracts sont expressément mentionnés). Les Comités de Soldats par exemple, lorsqu'ils distribueront devant une caserne ne seront pas seulement en butte aux tracasseries de la police civile, mais pourront être arrêtés par une garde, fusils chargés. L'aspect constitutionnel de ces mesures, ne semble pas avoir inquiété cette commission du RS...

Les restrictions presque totales des droits politiques des soldats ont soulevé des réactions au sein des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier ; même les partis et la presse bourgeois ne semblent pas unanimes. Il s'agit donc d'obtenir que les organisations ouvrières soutiennent de tout leur poids les Comités de Soldats et les Comités de Caserne ou de Cours de répétition qui luttent pour l'auto-organisation des soldats, pour l'obtention des droits démocratiques dans l'armée et contre l'embrigadement et l'utilisation de l'armée comme outil de répression de la bourgeoisie.

Teufel

Voilà juste vingt ans, en décembre 1959, le Parti Socialiste Suisse entrait, avec deux conseillers, au Conseil fédéral. Vingt ans où, selon les géniales prédictions de son programme de 1959, les travailleurs auraient dû voir se réaliser la "période historique de transition du capitalisme au socialisme". Ils n'ont vu en réalité que l'inflation de la haute conjoncture puis la récession et le chômage. Le PSS n'en prétend pas moins toujours que "le caractère du régime capitaliste s'est transformé peu à peu..."!



Interfoto

### LA "FORMULE MAGIQUE"

L'entrée de deux socialistes au Conseil fédéral a consacré ce qu'on appelle depuis la "formule magique" (2 radicaux, 2 PDC, 2 PSS, 1 agrarien) pour désigner l'équilibre gouvernemental instauré en 1959. La formule n'a pourtant rien de magique. Comme chacun sait, ce sont les partis bourgeois, majoritaires au parlement, qui élisent "leurs socialistes" ! En décembre 1959 déjà, ils imposèrent ainsi au candidat officiel du PSS, Walter Bringolf, de se retirer au profit de H. P. Tschudi.

L'ouverture du Conseil fédéral au PSS a donc correspondu à un choix conscient d'une partie de la bourgeoisie suisse. L'érosion de son ancienne base sociale dans la paysannerie, la croissance numérique des salariés depuis la guerre, mais aussi le déclin de la combativité ouvrière au cours des années 50 ont dicté ce choix, que l'on peut comparer à une formule de "grande coalition". Comme dans la plupart des pays capitalistes européens, la bourgeoisie intégra le PSS pour mettre en place une intervention accrue de l'Etat dans le contrôle du marché du travail, de la croissance des salaires, etc... — même si ces mesures d'intervention sont restées bien plus limitées en Suisse qu'ailleurs. La collaboration gouvernementale du PSS venait ainsi doubler celle des syndicats sur le plan conventionnel à une époque où l'Etat bourgeois doit intervenir davantage sur le plan de la politique conjoncturelle.

### LE CAPITALISME N'EXISTE PLUS !

Constatant ce rôle accru de l'intervention étatique, le PSS en a conclu que le capitalisme n'existait plus ! Ce fut la base de la révision programmatique

du Congrès de Winterthur (1959) qui précéda de peu l'entrée au gouvernement. Hans Oprecht, responsable de la rédaction du nouveau programme, l'expliquait ainsi : "Une haute conjoncture économique sans pareil a aussi influencé la Suisse (...) cela n'aurait pas été possible sans l'aide continue de l'Etat. La "libre économie" n'est plus qu'une fiction qui sert aux partis bourgeois à faire leurs combines politiques" ! (1)

Vingt ans, et spécialement la récession de 1974/75, ont apporté la démonstration de cette perspicace invention théorique ! A sa manière, Hubacher a dû l'avouer devant le Congrès du PSS en juin dernier : "Le succès international qui consiste à être le douzième pays du monde au point de vue de la puissance économique et financière ne résulte pas seulement de l'ardeur à la tâche mais aussi de la devise 'faire des affaires coûte que coûte'. Ce succès international est aussi remporté aux dépens du tiers et du quart monde et est fondé sur le principe que le fort s'enrichit aux dépens du faible. Quelques pourcents de super-riches de Suisse possèdent autant de fortune que 90 o/o de notre peuple". La loi du profit, l'exploitation impérialiste du tiers monde, l'accumulation privée de la richesse — autant de signes évidents que la "libre économie" est à ranger au musée des fictions...

Mais voyons les choses de plus près : dans les domaines où, de l'avis du PSS, devrait se manifester la "transformation" du capitalisme.

### UNE ECONOMIE CONTROLEE ?

En fait "d'aide de l'Etat", qui aurait dû permettre de "contrôler" le capitalisme, la réapparition du chômage a suffi à jeter bas le masque du programme de 1959, où l'on peut lire : "L'économie sera dirigée et planifiée afin de réaliser le plein emploi et le développement de l'économie, en maintenant la stabilité des prix..." ! Notez que c'est toujours le programme officiel du PSS, encore pour ces élections nationales !!

Mais ces formules avaient — et ont encore — une autre fonction : justifier, aux yeux des travailleurs, les mesures anti-ouvrières et procapitalistes que le PSS n'a cessé d'appuyer depuis vingt ans. La principale mesure de contrôle, mise en place par le gouvernement et réclamée ouvertement par les directions syndicales et le PSS, a été le contrôle policier de l'immigration, c'est-à-dire du marché du travail. Ce contrôle a permis aux capitalistes suisses d'utiliser à plein le "cousin amortisseur" de l'immigration pour camoufler le chômage. Le nouveau projet de loi sur les étrangers (ANAG) perpétue et institue ce contrôle, tandis que le contrôle des prix, lui, a été levé dès que la conjoncture ne le rendait plus nécessaire pour la bourgeoisie et quoi qu'en dise le PSS !

Bien entendu, le PSS met sur le compte de la "droite bourgeoise" la non application de ses prévisions. C'est faire bon marché de la responsabilité du PSS lui-même. Car depuis des décennies, il s'est ouvertement prononcé pour des "efforts de rationalisation soutenus" de l'économie capitaliste, pour une "productivité accrue" qui apporterait, au bout du compte, une amélioration du niveau de vie et des conditions de travail des salariés.

Avec la récession, la bourgeoisie tout court (et non la "droite bourgeoise" !) a utilisé à plein l'intervention de la Banque Nationale maintenant le franc élevé, le contrôle de l'immigration et les crédits débloqués en faveur de l'industrie — bref toutes les mesures d'intervention de l'Etat — pour favoriser restructurations et fermetures d'entreprise qui augmentent la compétitivité de l'industrie suisse. Le PSS ne s'y est pas opposé. Mais les travailleurs, eux, n'en ont pas vu les fruits promis ! Le temps de travail reste l'un des plus élevés d'Europe...

### LE MYTHE DE "L'ETAT SOCIAL"

"Le caractère du régime capitaliste s'est transformé peu à peu par l'intégration d'institutions sociales", affirmait encore le programme de 1959. Depuis, cet argument a régulièrement servi à justifier la collaboration gouvernementale du PSS et l'appel à voter pour le PS afin de "défendre l'Etat social".

Le bilan ici est tout aussi amer qu'en matière de "contrôle de l'économie" ! Il fallait déjà une bonne dose d'hypocrisie pour présenter les 20 000 caisses de pension privées, les milliers d'assurances comme un puissant réseau "d'institutions sociales" qui nous conduirait... au socialisme ! Depuis quand celui-ci se cache-t-il dans un ensemble d'assurances qui touchent, en moyenne, 50 o/o et plus de primes qu'elles ne versent de prestations ? C'est pourtant au nom de ce système que le PSS s'est opposé,

en 1972, à une extension de l'AVS au profit de la généralisation des caisses de pension... Celle-ci n'a cependant même pas vu le jour en 1979 parce que la bourgeoisie trouve le système encore trop coûteux pour elle !

L'intégration du PSS aux responsabilités gouvernementales a cependant eu un avantage précieux pour la bourgeoisie. Fidèle défenseur de l'Etat dit "social", le Parti Socialiste est aussi devenu le principal porte-parole des hausses fiscales devant les travailleurs. Son programme de 1967, outre le contrôle de l'immigration, revendiquait déjà une "révision de l'impôt indirect", enfant de la TVA.

# PSS:



# de fr collabo

Au Congrès de 1979, H. Hubacher s'est vanté d'avoir "fait échouer la TVA", ajoutant : "Au cours des quatre dernières années, nous avons, en qualité de parti gouvernemental, toujours affronté les conflits quand cela a été nécessaire. Et nous avons plaidé la coopération quand cela a été judicieux". Il est vrai qu'après avoir essuyé le refus du premier projet de TVA (appuyé par le PSS), le PSS s'est opposé au second. Mais Hubacher pointe l'oreille en annonçant sa coopération pour tout projet "judicieux". Le PSS n'a pas abandonné la TVA; il attend seulement de la majorité bourgeoise quelques concessions en matière de fraude fiscale — que la

bourgeoisie ne veut toujours pas accorder — pour revenir plaider la cause de la TVA devant les travailleurs. En fait d' "Etat social", qui se paie près de 100 milliards de fraude fiscale, les progrès de la marche au socialisme sont brillants !

#### LE MYTHE DE "L'ETAT DEMOCRATIQUE"

Lorsqu'il revendiqua sa place au gouvernement, en 1959, le PSS soulignait qu'il y avait droit parce qu'il est le plus fort parti parlementaire. "L'équité et l'intelligence politique", expliquait Hardmeier, l'exigeaient. Notons en passant que même le Parti du Travail n'y voyait pas d'objection, puisqu'il dé-

sans rien aliéner de leur personnalité propre ni de leurs principes" (3). C'est pourtant le même PSS qui, d'élection en élection, vient répéter à ses électeurs que la "droite bourgeoise" a coulé ses projets au parlement, comme récemment sur la fraude et l'harmonisation fiscale, le droit à l'avortement, etc... ! S'il n'y a pas de "motions de censure", c'est que le parlement bourgeois n'arrête pas de censurer tout projet qui ne lui convient pas — s'appuyant en outre sur le Conseil des Etats lorsqu'il n'a pas la majorité au Conseil National. C'est ainsi qu'à plus d'une reprise le PSS s'est retrouvé au parlement à défendre seul des compromis gouvernementaux contre la majorité des partis bourgeois...

En vingt ans, le PSS n'a cessé de se plier à ce "jeu démocratique". Il est vrai qu'il n'y a guère perdu de ses principes, puisqu'il les avait déjà si complètement abandonnés dans son programme de 1959 ! Mais comme nous l'avons vu plus haut, non seulement les principes mais même les timides réformes progressives s'y sont ainsi perdues !

Pendant ce temps, les droits démocratiques qui auraient permis aux travailleurs de renforcer leurs positions, leur degré d'organisation, ont en revanche connu un nouveau recul (à l'exception du droit de vote des femmes). La limitation du droit d'initiative et de referendum, le renforcement de l'Etat policier en sont les exemples récents. Mais surtout, le Parti Socialiste — comme la majorité du mouvement ouvrier suisse d'ailleurs — a sacrifié sur l'autel de "l'Etat de droit" les intérêts d'un tiers de la classe ouvrière en refusant de se battre pour l'intégration complète des immigrés, y compris le droit de vote.

Devant le congrès de juin 1979, H. Hubacher toujours avouait : "Pourrions-nous, nous ou l'USS, parvenir à mobiliser 12 000 participants pour une manifestation politique ou syndicale comme l'ont fait les motards ? Je penche à ne pas répondre par un oui assuré à cette question" ! Façon de dire : vingt ans de participation gouvernementale et de collaboration de classe ont démobilisé la classe ouvrière. La situation beaucoup plus tendue sur les lieux de travail a de même révélé l'extrême faiblesse de l'implantation des syndicats dans les entreprises. Alors que les projets de "participation" échouaient tour à tour dans les conventions collectives comme sur le plan parlementaire, les travailleurs se retrouvent largement désorganisés sur leurs lieux de travail. En fait de "progrès de la démocratie", le bilan, une fois encore, est amer.

#### RETOURNER A "L'OPPOSITION" ?

Vingt ans de participation gouvernementale, de défense du capitalisme et de collaboration avec le patronat ne laissent donc pas grand chose debout des promesses du PSS. Même sa politique électorale en souffre ! A force d'avoir démobilisé les travailleurs, le congrès de juin 1979 en vient à se plaindre de "l'abstentionnisme" ouvrier et Hubacher appelle : "Nous n'y parviendrons pas avec une participation aux élections de 49 o/o. Il nous en faut 70. Des programmes, nous en avons. Ce qu'il nous faut, c'est davantage d'électeurs".

La crise du PSS, c'est justement qu'après 20 ans, et surtout depuis que la récession a fait réapparaître largement le vrai visage du capitalisme, l'électorat du PSS ne croit plus guère à ses programmes — et pour cause !

Cette situation a donné du regain à tout un courant, dans le PSS, qui préconise la sortie du gouvernement, le "retour à l'opposition". Pour certains, celui-ci devrait même se doubler de la formulation d'un nouveau programme. Mais comme le dit Hubacher, "des programmes nous en avons, ce qu'il nous faut c'est des électeurs". La majorité du PSS, principalement les milliers de fonctionnaires qui ont intégré depuis vingt ans les rouages de l'Etat bourgeois, se moque des programmes comme elle s'est moqué de ses promesses électorales depuis vingt ans.

La participation gouvernementale du PSS n'est en effet que l'ultime forme de toute sa politique, parlementaire et syndicale. Et malgré vingt ans de promesses non réalisées, celle-ci ne change pas. Sous le terme de "socialisme", le PSS a depuis longtemps abandonné même l'idée de mettre fin à l'anarchie de la concurrence capitaliste et à l'exploitation des travailleurs. Il poursuit seulement l'illusion — démentie par ces vingt dernières années — que le capitalisme pourrait être "plus juste" et "mieux géré" si les représentants des travailleurs participent aux conseils d'administration, aux parlements, aux commissions paritaires étatiques et aux gouvernements cantonaux et fédéral. Le

corollaire de deux socialistes au gouvernement, ce sont Tschumi réglant les licenciements dans le conseil d'administration de l'ASUAG, les syndicalistes gérant les caisses de pension, des commissions ouvrières qui respectent le pouvoir patronal dans l'entreprise et la "paix du travail" inscrite dans les conventions collectives !

Ceux qui, comme le PS genevois ou vaudois, préconisent la sortie du Conseil fédéral sans mettre pour autant l'ensemble de cette politique en cause (pas même leur participation aux gouvernements cantonaux !) espèrent au fond qu'un "retour à l'opposition" donnerait demain au PS l'occasion de négocier une nouvelle formule de coalition avec la bourgeoisie. Le problème n'est pas là. Pour surmonter la démobilisation de ces vingt dernières années, renforcer les rangs des travailleurs, imposer leurs revendications face à un patronat toujours plus intransigeant, il s'agit d'avancer une autre politique — que la LMR, en dix ans d'existence, n'a cessé de défendre : non pas soumettre les intérêts des travailleurs à la possibilité d'un accord avec la bourgeoisie ou d'une partie d'entre elle, mais défendre les intérêts propres des salariés, que ceux-ci soient compatibles ou non avec le régime capitaliste. Sans cela, comme l'ont montré ces vingt ans, par exemple pour la réduction du temps de travail ou la sécurité sociale, les promesses d'aujourd'hui seront sans cesse remises à demain !

La conséquence d'une telle politique, indépendante de la bourgeoisie, de ses partis et de son régime économique, c'est bien sûr aussi la rupture de toute coalition gouvernementale avec les partis bourgeois, au même titre que le refus de la "paix du travail" dans les conventions collectives. Cette rupture, le Parti Socialiste n'en veut pas, ni dans un nouveau programme ni s'il sortait du gouvernement. Mais il faut y gagner ses militants, dans les syndicats comme dans l'action politique, afin de sortir le mouvement ouvrier dans son ensemble de décennies de collaboration de classe et de démobilisation.

M. Thévenaz, 28 août 1979

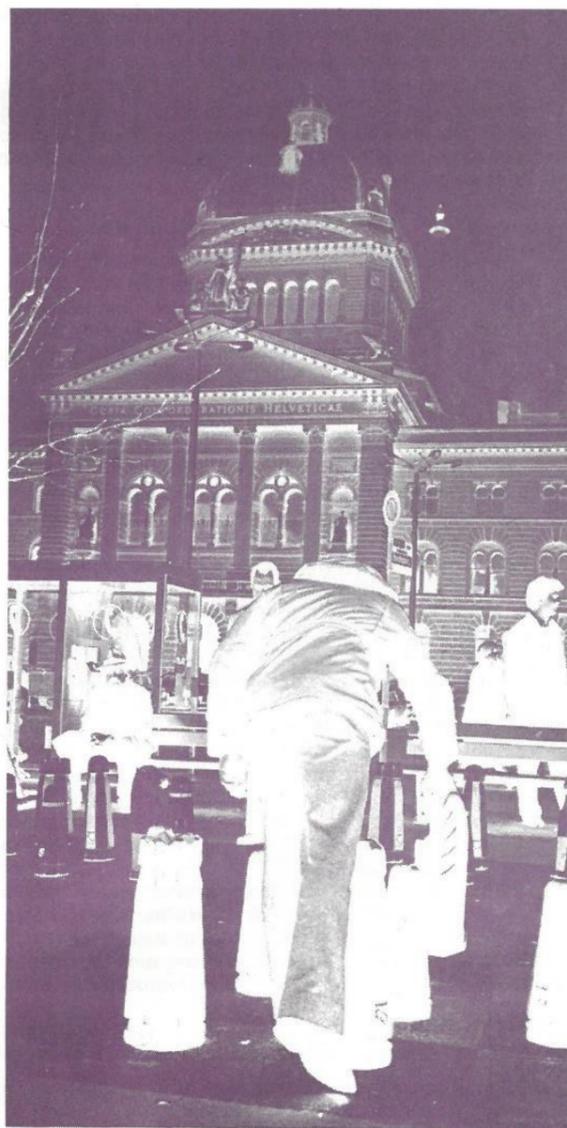
# 20 ans



# aniche ration

fend lui aussi son "droit" aux responsabilités gouvernementales. (2)

Mais le Parti Socialiste s'est toujours targué, comme vient de le répéter Hubacher cité ci-dessus, de garder son indépendance politique. Son congrès de 1966 soulignait : "On ne connaît pas chez nous le système des coalitions gouvernementales issues de longues négociations, avec les disputes qui en découlent, les votes de méfiance et la chute du cabinet. Il faut s'en louer... Il se peut qu'on n'appréciât pas toujours à leur juste et pleine mesure l'originalité de nos institutions (...) qui permet aux grands partis d'accéder au gouvernement du pays



1) Rote Revue, Heft 9/10, 1959, page 279.

2) La Voix Ouvrière (11 novembre 1959) se contentait de conseils aussi prudents que vides de sens : "La revendication socialiste de deux sièges au Conseil fédéral est entièrement justifiée, le PS étant en grandes lignes à égalité sur le plan parlementaire avec les radicaux et les catholiques-conservateurs. Encore faut-il ne pas payer cette présence au gouvernement d'une quelconque renonciation aux réformes les plus urgentes et à la liberté de discuter la politique gouvernementale".

3) Cité par P. Graber dans "Unterwegs zur sozialen Demokratie, Festschrift zu H. Oprecht", page 83.



# Nicaragua: défendre

Le 1er janvier 1959, les troupes du "Mouvement du 26 juillet" et les masses populaires renversèrent la dictature de Batista, à Cuba. Le 19 juillet 1979, le régime de Somoza — cette dictature sanguinaire mise en place par l'impérialisme américain et soutenue par lui durant 40 ans — est balayé par une insurrection populaire à l'échelle nationale combinée avec une offensive militaire des forces armées du Frente sandinista de liberacion nacional (FSLN). Vingt ans après le début de la révolution socialiste à Cuba, s'enclenche au Nicaragua un processus de révolution permanente d'une vaste ampleur.

L'impérialisme l'a immédiatement compris. Derrière ses déclarations doucereuses, il prépare un vaste arsenal d'intervention — sur les plans économique, politique et militaire — pour tenter de briser la révolution montante.

Il n'y a pas de tâche plus urgente pour les travailleurs du monde entier, pour toutes les organisations du mouvement ouvrier que de se mobiliser pour empêcher que la bourgeoisie impérialiste puisse arracher au peuple nicaraguayen la possibilité de prendre en mains définitivement son destin.

La IVe Internationale, et sa section suisse — la LMR — s'engage, dès maintenant, à organiser, sous une forme unitaire, un puissant mouvement de solidarité.

Le 29 mai 1979, les combattants révolutionnaires du FSLN relançaient une offensive militaire sur tous les fronts contre la Garde Nationale, armée "privée" de Somoza et pilier du régime.

La direction du FSLN lance un appel à la grève générale, le 4 juin. Il est suivi massivement dans toutes les principales villes et localités. Le 10 juin, la population de la capitale, Managua, se soulève.

## Une insurrection populaire

Le renversement de la dictature somoziste est donc le résultat d'une insurrection populaire qui dura plus d'un mois et d'un assaut militaire du FSLN. Comparativement, la mobilisation des masses laborieuses, ouvrières, paysannes et jeunes, fut plus large que celle qui se produisit à Cuba, en décembre 1958.

Cette insurrection populaire a conduit, dans des villes comme Masaya, Diriamba, Jinotega, Matagalpa, etc... non seulement au renversement des représentants de la dictature, mais au démantèlement de toutes les structures administratives et politiques de l'ancien régime. Pour les remplacer ont surgi divers types de comités, qui constituaient des organes de pouvoir populaire. Ils ont non seulement assumé des tâches militaires, mais aussi des tâches économiques et sociales : distribution de nourriture, organisation du système sanitaire, mesures d'administration au niveau de la ville. Souvent, ils prenaient le nom de Comités de défense civile.

En outre, au cours des combats, se sont formées des milices populaires. Elles ont joué un rôle significatif dans les affrontements militaires. Le 19 juillet, c'est la population même de Managua qui s'est emparée du célèbre bunker depuis lequel le dictateur commandait le bombardement des quartiers populaires de la capitale ou d'autres villes.

Ceux qui occupèrent le bunker y trouvèrent plusieurs milliers d'armes automatiques. Elles furent immédiatement distribuées à la population.

Enfin, il est important de comprendre que de très larges secteurs de la jeunesse et des travailleurs ont intégré les forces armées sandinistes durant les derniers mois de la lutte. De ce fait, les forces armées sandinistes sont fortement marquées, dans leur composition, par le processus d'insurrection populaire.

## Le pouvoir des forces armées du FSLN

Le 17 juillet, le gangster porté à bout de bras par l'impérialisme américain, Somoza, s'enfuit vers Miami ! Il ne manque pas de rafler les derniers sous qui se trouvent encore sous le contrôle de son gouvernement. Ce geste ne fait que prolonger la politique de la dynastie Somoza depuis quarante ans : dépouiller le Nicaragua. Il part comme il a régné : en criminel.

Les Etats-Unis l'ont soutenu jusqu'au dernier moment. Certes, la diplomatie américaine savait qu'il fallait trouver une solution de remplacement. Elle y travaillait. Mais, en même temps, elle permettait à Somoza et à la Garde Nationale de bombarder la population et de tuer le maximum de combattants, de jeunes gens et jeunes filles. Washington espérait affaiblir au maximum le FSLN, afin de pouvoir mettre en place soit un somozisme sans Somoza, soit un

gouvernement dans lequel le FSLN ait le poids le plus réduit possible.

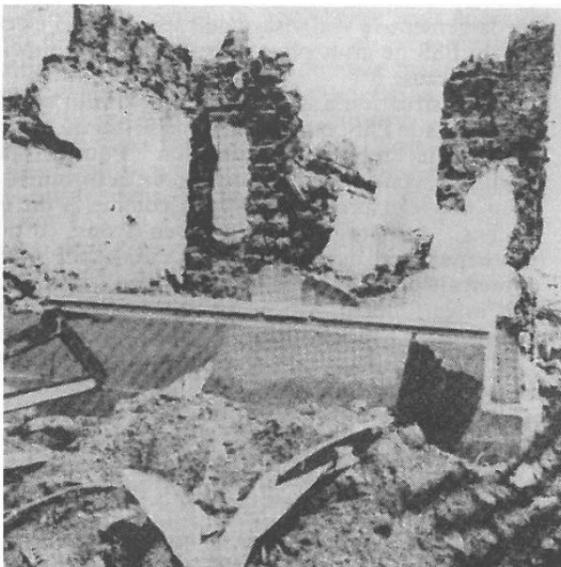
Dès le départ de Somoza, Urcuyo, un serviteur de l'ancien régime, se propose pour mettre en place un gouvernement de transition... jusqu'en 1981 ! Le 19 juillet, comme son maître, il devra déguerpir. La solution rêvée par la diplomatie impérialiste — un somozisme sans Somoza — s'écroule.

Quelle est alors la situation politique ? **Premièrement**, la Garde Nationale et la police de Somoza sont détruites; la colonne vertébrale de l'ancien régime est brisée. **Deuxièmement**, une nouvelle force militaire les a remplacées : les forces armées sandinistes, les forces de sécurité du FSLN et les milices populaires. **Troisièmement**, dans l'ensemble du pays ont surgi des organes de pouvoir populaire (comités de défense civile — CDC —, comités populaires de quartiers, comités d'entreprises, etc.), qui forment une nouvelle structure de pouvoir en formation. **Quatrièmement**, le commandement du Front sandinista, organisé dans un Directoire national de 9 membres, détient de fait l'essentiel du pouvoir de décision. **Cinquièmement**, est formée une "Junta de Gouvernement de Reconstruction Nationale" qui est un gouvernement de coalition réunissant des membres du FSLN et des personnalités représentant la bourgeoisie nationale anti-somoziste, telles que Alfonso Robelo ou Violetta Chamorro.

La simple énumération de ces éléments indique la situation transitoire dans laquelle se trouve le Nicaragua. Malgré les différences avec le Cuba de janvier 1959, les similitudes sont nombreuses. C'est d'ailleurs ce que la bourgeoisie impérialiste a immédiatement compris.

## Un pays exsangue... et sangue impérialiste

Plusieurs mois de guerre civile et plus de 15 000 morts, des destructions énormes infligées à l'industrie du pays par les bombardements et les sabotages de la Garde Nationale, une agriculture chamboulée par la guerre, des investissements industriels interrompus depuis plusieurs mois, le pillage organisé des réserves financières du pays par la famille Somoza et ses associés dans cette entreprise criminelle, une dette extérieure de 1,4 milliards de dollars et 7 millions de dollars de réserves (avec des frais de reconstruction évalués à 2,5 milliards de dollars), 1 million de personnes qui souffrent de la faim sur une population d'un peu plus de 2 millions, un besoin urgent d'une aide alimentaire de plusieurs centaines de tonnes quotidiennement, un manque criant de médicaments. Voilà les difficultés gigantesques auxquelles doit faire face la direction de cette révolution en marche, le FSLN.



Les quartiers populaires de Managua en ruine : le dernier legs du bourreau Somoza.

Dans une telle situation, gagner du temps, manoeuvrer, chercher à répondre aux nécessités les plus immédiates en calculant les concessions, tout cela fait partie de la lutte révolutionnaire, pour une direction qui comprend les besoins concrets des masses.

L'impérialisme est aux aguets. Il va mettre à profit les obstacles qui s'élèvent devant la révolution nicaraguayenne pour développer son offensive.

Tout d'abord, il tente systématiquement de négocier son aide. Les Etats-Unis ne donnent pas l'aide alimentaire promise. L'impérialisme utilise la famine, lui qui en a fait un marché prospère pour les firmes de l'agro-alimentaire ! La négociation porte évidemment sur une chose : en échange de l'aide, accroître le poids du Gouvernement de reconstruction nationale et des éléments bourgeois en son sein, afin de modifier le rapport de forces établi entre ce gouvernement et le commandement sandiniste — appuyé sur les forces armées sandinistes et la mobilisation populaire. L'impérialisme veut que le FSLN soit prisonnier de la bourgeoisie et non pas que quelques ministres bourgeois soient les captifs du FSLN.

Dans cet assaut diplomatique, la social-démocratie européenne joue un rôle de premier plan. On a vu, coup sur coup, Felipe Gonzales — du PSOE — et Mario Soares — du PS portugais — atterrir à Managua. Le dernier, comme par hasard, s'est arrêté à Washington en chemin ! Dans ces manoeuvres les régimes bourgeois de l'OEA (Organisation des Etats américains), tels que le Vénézuéla ou le Mexique, vont aussi jouer leur carte. Ils craignent comme la peste le développement d'une révolution socialiste en Amérique centrale.

Les pressions de toutes sortes vont donc se multiplier pour que le FSLN limite les mesures économiques radicales qu'il prend et, surtout, pour qu'il mette en place une armée "normale" dont les cadres seraient formés dans les écoles militaires de Caracas ou d'une autre capitale d'Amérique Latine.

Mais l'impérialisme ne se contente pas de ce type d'offensive. Quels que soient ses propres lénifiants, il prépare tous les moyens nécessaires à un coup de main, comme il l'a fait en 1954 au Guatemala, en 1965 à Saint-Domingue ou en 1961 en organisant le débarquement de la Baie des Cochons à Cuba.

Ce n'est pas un hasard si des unités entières de la Garde Nationale ont été transportées, avec armes et bagages, au Honduras et au Salvador. Depuis là, avec l'aide de quelques milliers de "volontaires" organisés par la CIA, elle pourrait bien lancer une attaque d'envergure contre la révolution et le peuple nicaraguayens. Il faut être conscient que l'impérialisme ne reculera devant rien, spécialement pas devant le respect des "droits de l'homme", pour empêcher un deuxième Cuba au coeur de l'Amérique centrale.

## Des mesures significatives

Dès le 20 juillet, la Junta publie un décret prononçant la confiscation de "tout ce qui a été volé au peuple", c'est-à-dire de tous les biens de Somoza, des militaires et fonctionnaires qui ont abandonné le pays depuis le mois de décembre 1977. Etant donné l'appropriation massive des richesses nationales par la famille Somoza et leurs acolytes, ce décret de confiscation touche environ 70 o/o des terres cultivables du Nicaragua !

Les paysans, aux cris de "la terre des assassins aux paysans" ont immédiatement occupé les grandes propriétés foncières, ce qu'ils avaient déjà commencé à faire durant la guerre civile (y compris en organisant, dans certains endroits, des milices paysannes). Le ministre de l'agriculture, Jaime Weelock, a déclaré que les terres confisquées seraient soit distribuées aux paysans, dans certaines régions, soit regroupées dans des coopératives, soit deviendraient propriété de fermes d'Etat.

Les entreprises et maisons de commerce contrôlées par Somoza et ses proches sont aussi nationalisées. Le système bancaire a été étatisé afin de "pouvoir répondre aux besoins du peuple" et afin de prendre les premières mesures indispensables pour une planification initiale de l'économie. Les principales denrées alimentaires exportables — le café, le sucre, le coton, le poisson — passent sous le contrôle de l'Etat.

Les très nombreux immeubles appartenant aux suppôts de l'ancien régime sont confisqués. Ils ne devront pas être utilisés par les fonctionnaires du nouveau régime ou être appropriés par des privés, mais ils seront consacrés à des écoles, à des crèches, des centres culturels, des musées, des places de jeu, etc.

Le ministère des Affaires sociales, dirigé par Léa Guido Lopez, a pris des mesures radicales et marquées par un profond esprit égalitaire dans le domaine de la santé, de la scolarisation, de la distribution de la nourriture. De plus, les revenus des fonctionnaires du nouveau régime sont très strictement limités.

Un appel a été lancé par le FSLN pour la formation d'une Centrale syndicale sandiniste qui devra réunir l'en-

# la révolution

## Nicaragua : quelques données

superficie : 139 000 km<sup>2</sup> environ 16 hab./km<sup>2</sup>  
 nombre d'habitants : 2 335 000  
 croissance démographique : environ 3,4 o/o par an  
 60-70 o/o métis indiens  
 10-15 o/o noirs  
 8-10 o/o blancs  
 4-6 o/o indiens purs  
 plus de 50 o/o de la population vit dans les villes.  
 plus de 60 o/o d'agriculteurs, dont 20 o/o sont payés  
 en espèces; 40 o/o des travailleurs agricoles vivent plus de  
 la moitié de l'année dans les barrios entourant les villes.  
 170 000 personnes sont employées dans l'industrie,  
 dont 100 000 rien qu'à Managua.  
 salaire moyen : 3 fr. suisses par jour.  
 produit national brut en 1976 : 1 760 millions de dollars  
 (= 750 dollars par habitant, soit 12 fois moins qu'en Suisse)  
 50 o/o des enfants meurent avant l'âge de 5 ans.  
 l'espérance de vie est de 30 à 40 ans.  
 le taux d'analphabétisme est supérieur à 60 o/o.  
 principaux produits d'exportation : coton (30 o/o),  
 café (10 o/o), viande (10 o/o), sucre, or, argent, cuivre.  
 environ 90 o/o des exportations se faisaient  
 en direction des USA.  
 environ 70 o/o des importations provenaient des USA.



## A propos de la brigade S. Bolivar

L'expulsion du Nicaragua de la Brigade Simon Bolivar a été largement montée en épingle par la presse internationale, pourtant avare en informations sur la situation réelle dans ce pays. L'article ci-dessous a été publié dans "Le Militant", l'organe de nos camarades du Socialist Workers Party des Etats-Unis, à partir de témoignages de militants de la IV<sup>ème</sup> Internationale qui se trouvaient au Nicaragua au moment où les événements en question ont eu lieu. La nécessité de débattre publiquement des résultats de l'action de cette brigade, formée à l'appel du PST colombien et en dehors de toute discussion des instances de la IV<sup>ème</sup> Internationale, ne nous empêche toutefois pas de déplorer les déclarations du ministre de la réforme agraire, J. Wheelock, qui aurait violemment dénoncé "les trotskystes et tous ceux qui veulent accélérer l'évolution du régime au Nicaragua".

Ces derniers jours, la presse bourgeoise du monde entier s'est répandue en considérations sur les groupes d'extrême-gauche qui se sont opposés à la direction du Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN) au Nicaragua.

Beaucoup de bruit a été fait sur la "Brigade Simon Bolivar" définie comme trotskyste.

De quoi s'agit-il ?

La direction sandiniste est confrontée à des problèmes très grands. Ce pays a été dévasté par les tentatives désespérées et impitoyables faites par Somoza pour garder le pouvoir. Des parties entières de villes et de villages ne sont plus que décombres. L'agriculture, les transports, les moyens de communication et l'industrie ont été gravement endommagés. Plus d'un million de personnes manquent de nourriture. En même temps, la menace d'une intervention armée soutenue par l'impérialisme reste plus actuelle que jamais. Dans ces conditions, la direction sandiniste est confrontée à des problèmes difficiles et complexes dans la poursuite de la révolution. Elle doit obtenir une aide financière et alimentaire de quelque source que ce soit, y compris des impérialistes. Elle doit s'attaquer à l'ordre bourgeois sans donner de prétexte facile à la propagande impérialiste en faveur d'une intervention.

La direction du FSLN s'est déclarée pour une politique qui garantirait aux travailleurs le paiement des salaires arriérés ainsi qu'une augmentation. Elle a décrété la nationalisation des énormes propriétés de Somoza pour qu'elles soient distribuées aux paysans sans terre. Elle a cherché à intégrer tous les groupes armés indépendants dans une armée et dans des milices disciplinées et efficaces.

Plusieurs groupes intervenant pour le Nicaragua, en particulier des maoïstes et la Brigade Simon Bolivar, ont

défié le FSLN sur ce terrain, cherchant à le déborder sur sa gauche.

Ils ont utilisé des problèmes objectifs — le fossé existant entre les aspirations immenses à des améliorations immédiates et les difficultés à atteindre rapidement ces buts — pour encourager certains secteurs des masses à se dresser contre la direction du FSLN.

La Brigade Simon Bolivar, une unité armée composée de non-nicaraguayens, n'est entrée que récemment au Nicaragua.

La Brigade a mené ses activités — recrutement, propagande et agitation dans les quartiers et les syndicats — au nom du FSLN, bien qu'elle n'agisse pas sous la direction du FSLN.

Les travailleurs qui soutenaient les activités de la Brigade avaient donc l'impression erronée qu'ils suivaient le FSLN. Cette tentative de la part d'un groupe extérieur au pays de se substituer à la direction réelle qui s'est forgée dans la lutte révolutionnaire contre Somoza n'a strictement rien à voir avec la position de la IV<sup>ème</sup> Internationale, le mouvement trotskyste mondial.

A plusieurs reprises, la direction du FSLN a rencontré la direction de la Brigade pour essayer d'obtenir que celle-ci accepte de coordonner ses activités avec celles du FSLN et de placer toutes ses unités armées sous le commandement unique du FSLN.

Le FSLN a alors lancé un appel public pressant à tous les membres de la Brigade — par radio, télévision et dans la presse — à se rendre le 14 août dans les locaux du FSLN (l'ancien "bunker" de Somoza). La direction de la Brigade a saisi l'occasion pour appeler à une manifestation publique qui a réuni devant ces locaux environ 1 000 personnes attirées par la promesse — totalement fallacieuse — qu'elles pourraient discuter de leurs problèmes syndicaux et salariaux avec la direction du FSLN.

Après cette provocation, il a été intimé aux membres non-nicaraguayens de la Brigade de quitter le pays. Certains d'entre eux ont été expulsés. D'autres sont toujours recherchés par les autorités du FSLN.

Les dirigeants de la Brigade ont agi de manière irresponsable sur un autre plan également. La Brigade a été organisée en Colombie par le PST colombien (Partido socialista de los Trabajadores — Parti Socialiste des Travailleurs). Le PST a caractérisé ceux qui étaient en désaccord avec son projet de "traîtres" à la révolution nicaraguayenne. Par exemple, le numéro du 27 juillet de "El Socialista", journal du PST, traite Jaime Galarza, Ricardo Sanchez et Ciro Roldan de "gusanos" (vermine contre-révolutionnaire).

Tous trois sont dirigeants du PSR colombien (Partido Socialista Revolucionario — Parti Socialiste Révolutionnaire) qui comme le PST est une organisation sympathisante de la IV<sup>ème</sup> Internationale. Le PSR participe activement en Colombie au mouvement de solidarité avec le Nicaragua. Les attaques portées par le PST ne servent qu'à diviser ce mouvement.

Etant donné que la Brigade était organisée par le PST colombien, la presse capitaliste a cherché à utiliser ces événements pour essayer de discréditer le trotskysme et la IV<sup>ème</sup> Internationale.

Mais de fait les dirigeants de la Brigade ont mené leurs activités de leur propre chef sans tenir compte de la politique du Secrétariat Unifié de la IV<sup>ème</sup> Internationale.

La ligne appliquée par la Brigade au Nicaragua est contraire à la position adoptée par le Secrétariat Unifié de la IV<sup>ème</sup> Internationale. La IV<sup>ème</sup> Internationale n'est en rien responsable des activités de la Brigade.

La politique de la IV<sup>ème</sup> Internationale a été exprimée dans une déclaration rendue publique le 15 août. Cette déclaration appelait à construire "le mouvement international le plus large possible — uni et sans exclusives — en soutien à la lutte du peuple nicaraguayen et des combattants du FSLN dont le courage est dorénavant l'un des éléments les plus précieux du patrimoine du prolétariat mondial".

23 août 1979

### suite de la page 3

Cette situation implique des tâches de solidarité importantes pour tous les socialistes, pour tous ceux qui combattent pour la libération sociale de l'humanité. 150 tonnes de nourriture par jour, des médicaments pour des centaines de blessés graves, un soutien financier pour les orphelins de guerre et pour la reconstruction, de l'argent pour acheter des armes pour l'armée de milice qui doit défendre la révolution, voilà les objectifs de notre soutien. Il nous faut par ailleurs dénoncer sans cesse les plans d'intervention des USA et de leurs complices, expliquer aux yeux de l'opinion publique mondiale ce que veulent les travailleurs et paysans nicaraguayens.

Cuba a entrepris un premier pas dans ce sens. Castro a affirmé son appui total, matériel et politique, à la révolution nicaraguayenne. Cela lui a valu immédiatement des menaces de la part de Washington. La IV<sup>ème</sup> Internationale — à laquelle appartient la LMR — a appelé à des actions de solidarité sur le plan mondial et a entrepris un travail dans

ce sens. De même, nous exigeons de tous les Etats ouvriers une aide matérielle et diplomatique massive, rapide et sans condition. Nous appelons le PSS, le PdT, les POCH, les syndicats, les organisations d'entraide ouvrière, les organisations tiers-mondistes, tous ceux et celles qui sont prêt(e)s à aider à sortir le Nicaragua de la détresse et à défendre la révolution contre toutes les interventions de l'extérieur ou de l'intérieur, à entreprendre ensemble une collecte d'argent et un large travail d'information.

**Souscrivez pour le Nicaragua !**  
**Aide immédiate et inconditionnelle de la Suisse pour la reconstruction.**  
**Impérialistes, bas les pattes devant le Nicaragua !**  
**Pas de menaces contre Cuba.**  
**Solidarité inconditionnelle avec la révolution nicaraguayenne.**

Bureau politique de la LMR  
 24 août 1979

semble des salariés, y compris du secteur agricole, afin qu'ils puissent "exiger leurs droits et résoudre leurs problèmes".

Le nombre et l'ampleur des mesures prises immédiatement par la direction de la révolution, le FSLN, traduisent la dynamique du processus de révolution permanente en oeuvre au Nicaragua.

La crise sociale et économique profonde dans laquelle le pays se trouve plongé, la structure économique héritée du régime somoziste, la mobilisation populaire issue de la vaste insurrection populaire, la nature du pouvoir militaire, voilà les éléments qui sous-tendent l'évolution actuelle de la montée révolutionnaire.

### Cuba et le Nicaragua

Castro, dans le discours prononcé le 26 juillet, lors du vaste meeting commémoratif de l'attaque de la caserne Moncada, a apporté le soutien de Cuba à la révolution nicaraguayenne.

Dans ce meeting, qu'il consacra totalement au Nicaragua, Castro renouait avec la meilleure tradition internationaliste de la révolution cubaine. Castro non seulement mit en garde l'impérialisme contre toute tentative d'attaque — ce qui ferait du Nicaragua "un nouveau Vietnam" — mais il mit au pied du mur l'ensemble des Etats ouvriers — et défia aussi les Etats-Unis — pour qu'ils aident massivement le Nicaragua. Les Cubains ont d'ailleurs immédiatement envoyé des médecins et des enseignants et Castro déclara : "Seul un gouvernement révolutionnaire est capable de mener à bien une grande campagne de santé et d'éducation". Cette aide massive de Cuba est décisive, non seulement pour encourager la mobilisation populaire, mais pour desserrer le garrot placé par l'impérialisme autour du Nicaragua.

Le mouvement ouvrier des pays impérialistes doit aussi exiger des gouvernements une aide, SANS CONDITION, pour le peuple nicaraguayen. L'impérialisme doit mettre bas les pattes devant le Nicaragua, l'aide doit être immédiate et sans condition ! Les Aubert, qui s'intéressent tant au dit "tiers monde" vont-ils donner cette aide ? Les militants du PS devront savoir demander des comptes à ce sujet.

### La "voie cubaine"

Dans les mois qui viennent, une bataille d'envergure va se dérouler. De son résultat dépend le sort du peuple nicaraguayen, la victoire ou non de la révolution permanente. Le chemin est semé d'embûches, le parcours est fort difficile, mais il n'existe pas de nombreuses voies.

Pour riposter victorieusement aux pressions impérialistes, pour répondre efficacement aux besoins et aspirations des masses, pour s'assurer le contrôle de tous les éléments économiques nécessaires à une véritable planification économique en faveur des travailleurs et paysans, pour établir le monopole du commerce extérieur et rompre la dépendance face à l'impérialisme, la "voie cubaine" reste la seule à emprunter. C'est celle qui conduit à la rupture avec l'impérialisme et la bourgeoisie nationale (dite anti-somoziste) et à l'établissement d'un gouvernement ouvrier et paysan, appuyé sur les mobilisations des masses et leurs organisations (comités, syndicats, etc.). C'est celle qui permet de mobiliser effectivement les masses contre une attaque militaire de l'impérialisme et de ses valets. C'est celle qui assure que l'impérialisme ne puisse plus rétablir sa domination sur le Nicaragua.

La "voie cubaine" n'implique pas le refus de manoeuvrer, de gagner du temps, etc... Elle implique plus simplement que les décisions et les initiatives du FSLN n'aboutissent pas à disperser le potentiel de mobilisation des travailleurs et de leurs alliés, à les démoraliser, à épuiser l'immense courage qui s'est forgé dans la lutte implacable contre la dictature.

Dans une telle situation, les rapports qui s'établissent entre la mobilisation des masses, l'évolution de leur conscience et celle de la direction même de la révolution, le FSLN, représentent la clé de voûte du processus révolutionnaire.

Pour l'heure, notre tâche primordiale reste l'aide, la solidarité avec la lutte du peuple nicaraguayen et des combattants du FSLN, pour empêcher un assaut victorieux de Washington et de ses alliés, entre autres les impérialistes européens.

C'est la contribution élémentaire que nous devons faire au combat des travailleuses, des travailleurs et de la jeunesse du Nicaragua.

19 août 1979,  
 Charles-André UDRY



Vorster : le "Muldergate" provoquera sa démission. Mais l'apartheid reste en place.

# Afrique du Sud Les retombées d'un scandale

Le "Muldergate", du nom de l'ancien ministre sud-africain Cornelius Mulder, a fait l'effet, à l'instar de ce qui s'est passé aux Etats-Unis lors du Watergate, d'une véritable bombe dont les ondes de choc ont pénétré jusqu'au coeur du régime raciste sud-africain, provoquant de nombreuses démissions, y compris celle du Président Vorster, ancien fasciste, ex-ministre de la Police et ancien Premier Ministre.

A l'origine du scandale, une dépense de 80 millions de dollars, prélevés sur des fonds secrets effectués par le ministère de l'Information, dirigé par Mulder, et par le Bureau of State Security (BOSS, qui cumule les fonctions et les moeurs de la Gestapo, de la CIA et du FBI) pour financer des opérations clandestines de propagande et, selon certaines sources sérieuses, des pots-de-vin pour des achats d'armes.

Dans la liste des opérations connues — car tout n'a pas été révélé, loin de là — relevons : le financement du journal pro-gouvernemental "The Citizen", la tentative d'achat de parts dans la société éditant le journal gastronomique "Gault et Millaut" (sic), le financement en France d'instituts de "recherche" pro-racistes, sans parler des multiples voyages offerts à des journalistes et parlementaires conservateurs occidentaux.

## La "Swiss Connection"

Le journal sud-africain "Star" explique que lors du transfert des ventes d'or sud-africain du marché de Londres à celui de Zurich, le gouvernement sud-africain avait demandé aux trois grandes banques suisses (UBS, SBS et Crédit Suisse) de lui fournir un organisme, spécialisé dans les transactions financières internationales sortant de l'ordinaire. Rappelons que le 80 o/o de l'or sud-africain est vendu sur les marchés de Bâle et de Zurich. Soucieuses de conserver cette juteuse affaire, les grandes banques acceptèrent cette exigence et ce fut l'UBS qui mit à disposition des sud-africains un organisme qu'elle contrôlait presque entièrement, la Thesaurus Continental Securities Corporation. Celle-ci contrôle elle-même Thor Communicators GmbH; une société porte le même nom en Afrique du Sud.

C'est au début des années 70 que Mulder et le chef du BOSS, l'ancien sympathisant nazi Von den Bergh, commencèrent leurs opérations. Selon les informations parues dans le "Nouvel Observateur", un "trésor de guerre", composé en partie d'or sud-africain stocké à Londres, fut transféré "en Suisse et réparti dans trois établissements bancaires, dont l'UBS". C'est ce réservoir qui alimenta, à travers une série de sociétés-filtres, les diverses opérations.

Le journal sud-africain pro-gouvernemental "The Citizen" reçut ses fonds par l'intermédiaire de la société Thor, qui devait, selon toute vraisemblance, être liée à la Thor Communicators GmbH, et donc avec l'UBS. La commission d'enquête Erasmus, mise en place par le gouvernement sud-africain, rappor-

te qu'en 1979, 10 millions de rands sud-africains (soit plus de 15 millions de francs) furent transférés par le Département de l'Information — grâce à un compte du Département militaire sud-africain — à l'UBS. Cette somme était destinée à l'achat du "Washington Post".

Les informations parues à ce jour sur le scandale contiennent de graves lacunes : en effet, le total des montants engagés dans les différentes opérations est loin d'atteindre les 80 millions de dollars. Où est donc passé le reste de l'argent ? Certains journaux occidentaux laissent entendre que le solde a été affecté au commerce clandestin d'armes, notamment à l'achat d'équipements électroniques pour les avions et les missiles sud-africains. Si tel était le cas, on pourrait se poser de sérieuses questions sur le rôle des banques suisses dans ce commerce clandestin.

Le secrétaire de Mulder, Rhodie, affirme en tout cas que "tous les noms, tous les codes, toutes les dates, tous les projets, réalisés ou non, sont enregistrés" et qu'il a déposé dans des banques suisses et françai-

ses quarante et une bandes magnétiques "à côté desquelles celles de Nixon sont des amusettes" ! Ainsi des banques suisses ont couvert et couvrent toujours, par le secret bancaire, les opérations occultes du régime raciste !

## Les conséquences

Confrontée à une récession économique sans précédent, à la montée de la lutte armée en Namibie, au Zimbabwe et en Afrique du Sud même, Prétoria n'a pas tardé à réagir.

En avril, S. Mahlangu, militant de l'ANC (Congrès national africain) est pendu, pour avoir pris les armes contre le régime; le gouvernement cherche ainsi à donner des gages à l'extrême-droite blanche.

En mai, les autorités publient une loi qui soumet à la censure préalable tout article de presse parlant du détournement de fonds publics, avec des peines, en cas de violation de la censure, d'une année de prison ou de 5 000 rands d'amende.

En mai également, le gouvernement soumet un projet de loi sur

les syndicats de travailleurs noirs, à la suite des recommandations de la commission Wiehan. Ce projet est une tentative de réponse à la croissance des syndicats noirs et du militantisme de la classe ouvrière, mais aussi une manière de détourner l'attention du scandale. Le gouvernement se propose de reconnaître certains syndicats noirs (ce qui n'est pas le cas actuellement), en y mettant cependant des conditions telles qu'il apparaît clairement que ce projet n'est qu'une gigantesque farce :

a) les droits syndicaux ne sont reconnus qu'aux travailleurs résidant de manière permanente dans les zones urbaines blanches. Sont ainsi exclues les couches les plus exploitées des travailleurs noirs, soit les travailleurs migrants, ceux des mines notamment, et les travailleurs agricoles.

Chaque année, plus de 800 mineurs noirs meurent d'accidents du travail; depuis 1970, 174 mineurs ont été tués par balle à la suite d'interventions policières durant des grèves. Une enquête menée dans la province du Transvaal de l'Ouest

montre que 12 travailleurs agricoles sur 23 touchaient des salaires mensuels de 16,80 fr., plus un sac de maïs. Seuls six travailleurs "gagnaient" entre 35 fr. et 70 fr. par mois (The Star, Weekly edition, 5. 5. 1979). Ces chiffres, qui sont en eux-mêmes un véritable réquisitoire contre le régime, s'appliquent à la majorité des travailleurs agricoles.

b) l'élection des responsables syndicaux sera soumise à la surveillance de l'Etat de même que les finances syndicales.

c) toute intervention des syndicats dans des questions "politiques" sera sévèrement réprimée.

Il est nécessaire de dénoncer cette nouvelle législation, que les bourgeoisies occidentales osent présenter comme un signe de libéralisation !

Il est aussi urgent de renforcer le travail de solidarité en Suisse et de rejoindre les rangs du Mouvement Anti-Apartheid (15 rue Lévrier, 1201 Genève, tél. : 32 43 62, le matin).

Achille

## Sahara occidental: vers un conflit généralisé ?

Les risques de conflit généralisé se précisent au Sahara occidental — l'ancien Rio de Oro espagnol — désormais annexé dans sa totalité par le Maroc. Le jour même où le régime chérifien transformait le Tiris El Gharbia (rebaptisé depuis Oued Eddabah) en 40ème province du royaume, des combats d'une extrême violence avaient lieu à Biranzaran. Ils mettaient aux prises 2 500 hommes du Front Polisario, arrivés à bord de 500 véhicules, et les forces armées marocaines locales. Quels que soient les communiqués triomphalistes de Rabat, tout porte à croire — et les reportages des journalistes étrangers à Biranzaran l'attestent — que l'armée d'Hassan II a subi ce 11 août un terrible camouflet. Et ce n'est qu'un début. Au cours d'une conférence de presse tenue à Paris, Hakin Brahini, représentant de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) déclarait que le Front Polisario "allait intensifier ses opérations militaires à l'intérieur du Maroc, le plus loin et le plus durement possible, ainsi qu'à l'intérieur du territoire sahraoui occupé par les Marocains".

Réaction prévisible au coup de force de Rabat dont on ne sait toujours pas s'il correspond à un désir d'escalade ou s'il s'agissait d'une opération visant à aborder en position de force de futures négociations. Toujours est-il que dans ce chassé-croisé, les décisions d'Hassan II peuvent être génératrices de sérieux "dérapages". En occupant le Tiris, dès l'annonce du traité de paix Mauritanie-Polisario, le souverain marocain a fait fi des récentes recommandations du dernier sommet de l'OUA (Organisation de l'unité africaine). Il a en outre sérieusement humilié la Mauritanie qui maintenait sur place son administration provisoire, l'obligeant à se départir de sa réserve, Nouakchott dénonçant devant l'ONU et l'OUA "l'agression" marocaine sur son ex-colonie, et s'interrogeant sur les menaces marocaines à son égard, puisque l'état-major de Hassan II envisageait clairement d'exercer "son droit de suite" en Mauritanie le cas échéant.

Les menaces à l'égard de l'Algérie sont également sources de sérieuses inquiétudes. L'ancien Premier ministre marocain, Ahmed Ousman, n'a-t-il pas demandé à son gouvernement "d'armer les populations limitrophes des frontières algériennes et de constituer des unités d'intervention rapide" ? La presse belliciste de Rabat n'a-t-elle pas brodé à souhait sur les "mercenaires algériens" qui occupent de vastes zones du



Nord-Mauritanien, "ont occupé le port et l'aéroport de Nouadhibou", encadrent des forces d'intervention "au vu et au su des autorités mauritaniennes" ?

Certes, en présentant l'adversaire sous un jour menaçant, le Maroc cherche à mobiliser une opinion publique passablement lassée. Car il est vrai qu'aujourd'hui, personne ne veut mourir pour Dakhla (capitale du Tiris) comme, en novembre 1975, les partisans de la "marche verte" se déclaraient prêts à périr pour El Aioun. Si le thème de "l'unité nationale" contre la coalition extérieure qui encercle le Maroc continue à faire les gros titres de la presse marocaine (y compris et surtout lorsqu'elle est celle de "l'opposition"), la crise économique, sociale et institutionnelle du pouvoir de Hassan II a fait dessiller bien des yeux.

Le contexte international a lui aussi beaucoup changé. Les manoeuvres marocaines ont lieu dans une situation d'isolement. En signant la paix, la Mauritanie et le Front Polisario se sont situés explicitement dans la lignée des recommandations de l'ONU et de l'OUA. La diplomatie algérienne a marqué des points. Quant aux alliés traditionnels de Rabat, la France et les Etats-Unis, ils commencent à rechercher l'organisation d'un nouveau "statu quo" défendant leurs intérêts économiques, même s'ils font montre d'une extrême prudence à l'égard des décisions intempestives de Hassan II.

Pour la première fois, par exemple, un membre du Congrès américain a pris contact avec le Polisario et a été reçu par celui-ci. Stefan Salazar, membre de la commission des Affaires étrangères du Congrès, déclare que son pays peut "sans doute faire quelque chose pour l'instauration de la paix au Sahara occidental". Paris, pour sa part, demeure dans l'expectative tout en continuant à apporter son aide militaire au Maroc. Mais le rôle donné à ses alliés africains, notamment les présidents Senghor (Sénégal) et Traoré (Mali), montre que l'Elysée cherche à trouver un dénouement à la crise.

Le traité de paix d'Alger a préservé ses intérêts dans les mines de fer de Zouérate qui vont pouvoir reprendre leur exploitation.

Désormais, l'autre enjeu du conflit se situe dans le Saguia El Hamra (riche en phosphates), la partie annexée depuis novembre 1975 par le Maroc, sans laquelle tout futur territoire indépendant sahraoui ne serait qu'un Etat croupion privé des moyens économiques.

Le Maroc a-t-il occupé le Tiris, pour le lâcher le moment venu et conserver le Saguia ? Si tel était le calcul des dirigeants de Rabat — et un peu naïvement de la France — on voit mal comment le Front Polisario pourrait s'y ranger, puisqu'il le priverait de ce qui est considéré comme la "Rhur du Magreb".

Frank Tenaille

# Iran: la terreur blanche se déchaîne



*Interdictions des partis et des journaux de gauche ou indépendants de Khomeiny, mise à sac des locaux des organisations du mouvement ouvrier, arrestations et exécutions de militants ouvriers, de combattants kurdes, envoi de colonnes de chars et de troupes pour mettre à genou les minorités nationales, en particulier au Kurdistan, c'est une véritable bataille que Khomeiny et Bazargan ont déclenchée pour briser le mouvement ouvrier et les minorités nationales. L'enjeu d'une telle épreuve de force est clair : le régime, profitant du prestige dont jouit encore l'ayatollah Khomeiny auprès d'une large partie de la population perse, pauvre et analphabète, se lance dans ce coup de force en espérant reprendre en main ainsi l'armée, reconstruire un appareil d'Etat central fort et briser les reins à toute opposition au régime totalitaire de la République islamique et de son parti unique. Le fer de lance de cette offensive est constitué par les gardiens de la révolution, les Pasdars, et par des milices de l'extrême-droite islamique, alors que la République des mollahs a perdu une bonne part du soutien de la bourgeoisie iranienne et des salariés et qu'elle n'a plus aucun crédit auprès des minorités nationales.*

## La répression s'abat pour :

### \* liquider le mouvement national kurde

Khomeiny a appelé à écraser les rebelles kurdes et les "comploteurs sataniques" du Parti démocrate du Kurdistan (PDKI). Il parle de "guerre sainte" et traite les autonomistes de "brigands". Après des simulacres de procès, des combattants kurdes sont passés par les armes. Le gouvernement Bazargan a envoyé des troupes dont on ne sait pas si elles sont vraiment à même d'intervenir de manière efficace face à la résistance acharnée des kurdes. Mais c'est un véritable génocide qui est en préparation en Iran, génocide d'un peuple qui a lutté contre le shah. Car Khomeiny veut investir en force le réduit kurde, en mobilisant massivement l'armée, surtout des unités militaires "sûres" et des pasdars.

## Ceux qui soutenaient Khomeiny...

Il aura fallu que les pasdars envahissent les locaux du parti Tudeh, le PC iranien, que son propre organe "Mardom" soit interdit pour que la Voix Ouvrière, organe du Parti du Travail, s'inquiète de la situation en Iran. Jusque-là, à l'image de la politique du parti Tudeh, le PdT avait salué Khomeiny comme un combattant anti-impérialiste en butte aux attaques des contre-révolutionnaires et saboteurs kurdes, soutenant ses efforts pour maintenir "l'unité" de l'Iran et de sa révolution populaire. Si en Suisse, la position du PdT a eu pour conséquence de refuser de prendre une quelconque initiative pour soutenir la lutte des travailleurs et paysans iraniens et de leurs organisations contre les menées de la droite islamique, en Iran, la politique stalinienne a conduit le PC à soutenir la République islamique, Khomeiny, mais aussi l'ayatollah Khalkhali, fondateur des groupes islamiques les plus ultras, les "esbolalis" et procureur général des tribunaux islamiques. Le secrétaire général du parti Tudeh, Kianourri, déclarait, en parlant de Khalkhali : "C'est un homme très très bien, très radical. S'il n'était pas là, qui exécuterait les anciens suppôts de l'ancien régime ?". Il expliquait dans une interview à "Newsweek" que le programme du Tudeh et celui de Khomeiny à cette étape de la révolution iranienne étaient identiques : "Je crois qu'il n'y a pas de différence fondamentale entre le socialisme scientifique et le contenu social de l'Islam".

Ainsi le Tudeh appela à voter oui au referendum-plébiscite organisé le 31 mars par Khomeiny sur la République islamique. Cela allait signifier qu'il allait faire silence sur les agressions perpétrées par l'extrême-droite islamique contre les minorités nationales au Kurdistan, au Turkmenistan et au Khouzistan, refuser de s'engager dans la construction d'un mouvement syndical unitaire, diviser le cortège du Premier Mai, cautionner l'élection de la mini-Constituante bidon, applaudir à la fermeture du journal libéral Ayandegan. Il est vrai que, dans son histoire, le parti Tudeh a été de tous les tournants de la politique contre-révolutionnaire de Staline et de la bureaucratie du Kremlin. Le dernier en date a été le télégramme de vœux pour l'anniversaire du shah envoyé par Brejnev en décembre 78, un télégramme qui vaut la poignée de main de Hua Guofeng au shah juste après l'incendie du cinéma Rex à Abadan.

Le courant maoïste suisse, représenté entre autres par l'OCS, s'adaptant à tous les méandres de la politique étrangère chinoise, avait lui aussi appuyé Khomeiny comme le dirigeant d'une révolution populaire; il n'a rien entrepris non plus face à la répression qui touche le mouvement ouvrier. Il est vrai que les déclarations de Khomeiny "contre les deux super-puissances", surtout contre l'URSS, ont de quoi réjouir nos maoïstes ! Et en plus sur le parti unique et sur le droit à l'autodétermination, la bureaucratie chinoise n'a pas des idées très éloignées de celles de Khomeiny...

Vt

### \* empêcher l'expression et le renforcement des organisations ouvrières indépendantes de la hiérarchie religieuse

Début août, une "assemblée constituante" a été "élue" dans des conditions absolument antidémocratiques. La plus grande par des partis politiques n'a pas participé à cette mascarade. Malgré toutes les limitations apportées, les résultats ont dû être manipulés et l'abstention fut importante malgré les dénégations du gouvernement. Le journal libéral "Ayandegan" a été interdit pour avoir publié des lettres protestant contre ces fraudes massives.

L'assemblée constituante ainsi "élue" est logiquement aux ordres de Khomeiny : elle rassemble les mollahs et les fidèles khomeinystes qui n'apporteront aucune correction au projet de constitution islamique qui leur est présenté.

L'interdiction de la presse d'opposition et des partis, dont le Parti Socialiste des Travailleurs (PST), section iranienne de la IV<sup>e</sup> Internationale, vise à museler les revendications ouvrières, des chômeurs, des paysans pauvres et des soldats.

Ainsi Khomeiny se plaint-il que l'armée "ne fait rien pour ramener l'ordre". En outre de nombreuses unités ont élu des conseils de soldats, de marins, d'aviateurs, conseils à ne pas confondre avec les comités islamiques. Certaines ont même élu leur propre commandant et refusent d'obéir à ceux nommés par le chef d'état-major général. L'ère du shah est révolue, et l'armée est minée par les contradictions sociales qui sont issues de la révolution. De même, dans les usines et les raffineries, des comités ouvriers exercent un véritable contrôle sur la production, les rythmes de travail et les salaires. Derrière "l'interdiction de toute critique à l'islam" promulguée par l'ayatollah, c'est en fait une attaque à l'activité indépendante et à l'auto-organisation des masses qui se prépare.

### Une république au pied d'argile

L'épreuve de force et la répression sanglante décidée par le gouvernement Khomei-

ny-Bazargan ne sont par conséquent nullement l'expression d'une consolidation croissante du régime. Au contraire ! Les commerçants du bazar qui avaient été un appui décisif pour sa mise en place lui retirent peu à peu leur confiance. Pour eux, la République islamique n'a pas réussi à rétablir l'économie - entendez la discipline du travail - et l'intégrisme religieux de Khomeiny n'enthousiasme guère ces commerçants obligés de fermer boutique pendant tout le mois du Ramadan. Effrayés par "l'anarchie", par l'agitation ouvrière permanente, les bourgeois iraniens louchent du côté de Bakhtiar, l'homme providentiel qui avait été la dernière carte de la dictature du shah et du côté de l'ayatollah Chariat Madari, chef de file des mollahs conservateurs et représentant de l'Azerbaïdjan, qui, après avoir approuvé le projet de Constitution, avait invité la population à boycotter l'élection de la Constituante. Quant à l'ayatollah Teleghani, il est le porte-parole d'un secteur qui propose un "islam libéral". La hiérarchie chiite est donc profondément divisée, sur le type même de régime à mettre en place et sur les moyens à utiliser pour l'imposer.

Quant aux anciens tortionnaires du shah et tous ceux qui profitèrent de l'ancien régime, ils attendent leur heure et préparent la contre-révolution, en lien avec "les phalangistes" de l'extrême-droite islamique. Des anciens savakis participent même, sous l'égide de Khomeiny, à la répression et aux attaques contre le mouvement ouvrier. Tout se passe comme si ces secteurs pro-capitalistes laissent au régime Khomeiny-Bazargan le soin d'exécuter les basses œuvres de la République - écraser dans le sang les minorités nationales et le mouvement ouvrier - et de reconstruire l'appareil d'Etat, pour se débarrasser, peut-être par la suite, de ces fossoyeurs de la révolution iranienne devenus moins populaires et trop encombrants.

### Pour une riposte du mouvement ouvrier

Les développements politiques vont dépendre de la capacité des organisations ouvrières à créer un large front de défense des droits démocratiques si durement attaqués aujourd'hui et du lien qu'elles réussiront à établir entre leurs luttes et celles des minorités nationales. Les tâches de l'heure sont également à l'auto-défense ouvrière face aux bandes d'extrême-droite qui attaquent les manifestations de la gauche, les militants ouvriers, toutes les organisations indépendantes de la hiérarchie. La construction d'un tel front de défense est une condition pour préparer les masses iraniennes aux confrontations à venir, pour leur permettre d'avancer vers un gouvernement qui puisse satisfaire réellement leurs revendications économiques, sociales et politiques, appliquer une réforme agraire radicale et répondre aux aspirations à l'autodétermination des minorités nationales, un gouvernement ouvrier et paysan. Les travailleurs arabes du pétrole qui avaient joué un rôle décisif dans le renversement du shah ont également une position clé pour obliger le gouvernement Khomeiny-Bazargan à reculer.

Un large mouvement de solidarité internationale doit soutenir la lutte du mouvement ouvrier, des femmes, des minorités nationales en Iran.

Rétablissement de tous les droits démocratiques, des libertés d'expression, d'organisation et de presse !

Contre les bandes islamiques et fascistes, autodéfense ouvrière !

Reconnaissance du droit à l'autodétermination des minorités nationales.

Contre toute intervention militaire au Kurdistan !

27. 8. 1979, Vincent

## Solidarité avec le PST, les organisations ouvrières interdites et les minorités nationales, en particulier arabes et kurdes. CONTRE LES PEINES DE MORT

Comme tous les partis et les journaux de gauche, le Parti Socialiste des Travailleurs (PST), section iranienne de la IV<sup>e</sup> Internationale et son journal, "Kargar" ont été interdits. Nos camarades se battent dans des conditions de répression extrêmement dures d'autant plus que 14 d'entre eux avaient déjà été arrêtés au Khouzistan, à Ahwaz pour le travail qu'ils faisaient parmi les travailleurs du pétrole et pour leur lutte pour le droit à l'autodétermination de la minorité nationale arabe.

Plusieurs de ceux qui sont en prison l'étaient déjà sous le régime du shah et avaient combattu contre la dictature. D'après les informations dont nous disposons, leur procès s'est tenu, la semaine passée, à huit clos, sans avocat, devant un tribunal islamique. Qualifiés "d'agents de la CIA", accusés d'avoir "porté atteinte à l'islam", 12 d'entre eux ont été condamnés à mort, les 2 autres à la prison à perpétuité. Au moment où nous mettons sous presse, les sentences n'ont pas encore été exécutées.

Nous lançons un appel solennel à toutes les organisations ouvrières pour qu'elles demandent la libération immédiate de nos camarades et qu'elles prennent position contre toutes les atteintes aux droits démocratiques en Iran. En France, F. Mitterrand, E. Maire et toutes les organisations ouvrières ont pris position dans ce sens et envoyé des télégrammes au gouvernement Bazargan. Un rassem-



blement devant l'ambassade d'Iran a eu lieu, à l'appel de la LCR, l'OCI, LO, les CCA, l'OCT et le PSU. Plus de 500 personnes ont participé à cette manifestation convoquée en 24 heures. Nos camarades de la LCR, section française de la IV<sup>e</sup> Internationale ont occupé la villa de Neauphle-le-Château où avait résidé Khomeiny pour protester contre le génocide du peuple kurde et contre les jugements prononcés contre nos camarades du PST.



En Suisse, après l'occupation, largement répercutée par les media, du consulat général d'Iran à Genève par la LMR, un télégramme de protestation a été envoyé au gouvernement iranien et à l'ambassade iranienne en Suisse. Parmi les signataires :

les conseillers nationaux socialistes R. Müller (prés. USS), H. Hubacher (prés. PSS), G. Baechtold, R. Felber, Heidi Denys; les conseillers aux Etats socialistes R. Meylan et Emilie Lieberherr; le conseiller national popiste A. Forel; le conseiller national J.-C. Crevoisier; le POP vaudois; les députés socialistes genevois Erica Sutter, M. Jöhrmann, R. Longet et A. Rodrick; le secrétaire du PSS A. Lutz; les professeurs d'Université J.-B. Grise, Ph. Müller, P. Huguenin, M.-J. et J.-P. Borel; ainsi que A. Froidevaux, J.-M. Dolivo et M. Thévenaz de la LMR.

La campagne de solidarité continue. Aidez-nous !

29 août 1979



# Indochine Des "Boat people" ... pour un futur débarquement

Depuis plusieurs mois, les media du "monde libre" ont lancé une vaste campagne de propagande anti-socialiste centrée sur le thème des "boat people", des réfugiés d'Indochine. Son impact est tel que les derniers des pisse-copie en mal d'idées y vont de leur couplet sur le "goulag vietnamien".

Personne ne met en doute que la situation d'une partie importante de ces réfugiés est fort difficile, parfois désespérée, comme l'est celle des 800 millions de gens qui, littéralement, crèvent de faim dans le "tiers monde"... pas si loin des stocks de blé et des montagnes de beurre des "défenseurs des droits de l'homme".

Mais, de même, personne ne peut croire que le Département d'Etat américain — qui a organisé le bombardement systématique du Cambodge et du Vietnam —, que Margaret Thatcher — qui attaque aussi vigoureusement la classe ouvrière britannique qu'elle dénonce le gouvernement vietnamien —, que la Commission de la CEE — qui programme le licenciement de dizaines de milliers de sidérurgistes en Europe —, que tout ce beau monde se déchaîne pour des "raisons humanitaires" !

Un seul chiffre suffit à le démontrer : durant l'année fiscale 1968-1969, les Etats-Unis ont dépensé 550 millions de dollars par semaine pour dévaster le Vietnam et tuer ou blesser des milliers d'êtres humains; pour toute l'année fiscale 1979-1980, les Etats-Unis prévoient une dépense de 244 millions de dollars "en faveur" des réfugiés. Les sentiments humanitaires ne valent pas une poignée de dollars !

## Justifier une future intervention impérialiste

Alors ? Quelles sont les fonctions de cette campagne.

La première est fort bien décrite dans un éditorial de l'hebdomadaire de la bourgeoisie britannique : "The Economist" (30. 6. 79) : "Le temps écoulé depuis la fin de la guerre du Vietnam et le témoignage des 'boat people' sur ce qu'est l'Indochine communiste ont commencé à changer la sagesse conventionnelle sur ce que fut l'intervention, sans succès certes mais pas déshonorante, des Etats-Unis au Vietnam".

A quoi était consacré cet éditorial : au soutien à la création d'une force d'intervention spéciale, forte de 100 000 hommes, de l'impérialisme américain ? Cette force devrait intervenir rapidement contre toute montée révolutionnaire, contre toute lutte de libération d'un peuple.

Ainsi, cette campagne des "boat people" participe de l'offensive de la bourgeoisie américaine visant à convaincre les masses laborieuses des Etats-Unis de la nécessité pour Washington de s'engager dans de nouvelles aventures militaires à l'étranger.

La bourgeoisie américaine veut se dépêtrer des entraves mises à sa liberté d'action par le mouvement anti-guerre lors de son agression contre le peuple du Vietnam. L'impact de ce mouvement ne se manifesta pas seulement dans la crise du Watergate, mais plus généralement dans toute la société américaine. Il stimula la crise de direction politique du plus puissant des impérialismes.

Voilà pourquoi les milieux impérialistes tentent de mettre un signe égal entre la politique de Hanoï face aux réfugiés et celle de Hitler face aux Juifs. De cette façon, ils espèrent justifier a posteriori leur politique en Indochine et préparer de nouvelles interventions "contre le communisme". Une nouvelle croisade américaine s'identifierait ainsi à la "guerre de libération de l'Europe" face aux nazis.

A cela, les officines de propagande ajoutent le thème du pétrole. Cette force d'intervention devrait

être capable d'intervenir dans le Moyen Orient... pour assurer que vos réservoirs puissent être remplis !

Après l'Iran, le Nicaragua, la campagne des "boat people" obéit essentiellement aux besoins de l'impérialisme de réorganiser son dispositif politique et militaire pour faire face à la mise en question de ses positions dans différentes parties de la planète.

## Créer la famine

La deuxième raison est tout aussi transparente. Après sa défaite de 1975, Washington n'a pas baissé

tion industrielle, avec toutes les conséquences sociales qui en découlent. Là, les sentiments humanitaires n'avaient pas cours.

Mais le blocus a encore d'autres effets, bien plus dramatiques. Depuis 1965, date où commence l'intervention massive des américains, la capacité de production de riz du Sud Vietnam diminue progressivement. En 1975, le Vietnam du Sud était totalement dépendant de l'aide alimentaire des Etats-Unis. Il faut savoir que, pour des raisons militaires, l'impérialisme américain et le gouvernement sud-vietnamien déplacèrent en dix ans, de 1965 à



Les corps déformés à vie des anciens prisonniers des "cages à tigres" de Poulo-Condor et les queues devant les magasins d'alimentation : deux aspects d'un même crime, celui de l'impérialisme.

les bras, contrairement aux apparences. Comme il l'a fait pour Cuba, après 1960, l'impérialisme américain a organisé le blocus économique le plus strict du Vietnam, quand bien même les Vietnamiens avaient renoncé à toutes leurs revendications concernant les dédommagements pour les dévastations produites par l'armée yankee.

Or, toute l'industrie du Sud Vietnam était fortement dépendante de la technologie, des pièces détachées, des matières premières produites par les américains. Décréter le blocus, cela ne signifie rien d'autre que condamner à la paralysie une part importante de la produc-

1975, 10 millions de personnes. A cela, il faut encore ajouter les 8 millions de tonnes de bombes et les défoliants lancés sur le Vietnam.

Les conséquences de cette "présence" américaine sont simples : des régions entières du Vietnam, pour des raisons sociales et écologiques, sont quasiment improductives. La "présence" américaine a créé la famine. Dans ce contexte, instaurer brutalement le blocus c'est simplement décider d'affamer des enfants, des familles entières... que l'on a déjà bombardés et aspergés de produits chimiques pendant des années.

La mission envoyée par le Sénateur Edward Kennedy au Vietnam,

en automne 1978 affirmait : "Une des choses qui nous ont étonnés, c'était que le lait en poudre pour les enfants, c'est ce dont ils ont besoin désespérément". Cette mission déclarait aussi qu'en levant l'embargo, on pourrait "sauver des milliers d'hommes, de femmes, d'enfants par un simple acte de magnanimité." (New Statesman, 20. 7. 1979).

Quel fut l'acte de magnanimité de la CEE, de tous les gouvernements impérialistes ? Couper l'aide alimentaire au Vietnam et, pour les Etats-Unis, maintenir l'embargo.

Il en va d'ailleurs de même pour le Cambodge. Trop de gens oublient que le Cambodge a été plus violemment bombardé, après les accords de Paris, que le Vietnam. Ainsi, un rapport de l'US AID, agence gouvernementale américaine, daté d'avril 1975 (c'est-à-dire avant la prise de Phnom Penh par le FUNKS) affirmait : "Un travail d'esclave et des rations alimentaires de famine pour la moitié de la population (probablement encore plus strictes pour

campagne des "boat people" est claire : elle s'inscrit dans la tentative d'étrangler les nouveaux régimes en place après la défaite des Etats-Unis.

Durant des années, l'impérialisme a détruit — au sens le plus strict du terme — le Vietnam, le Cambodge — avec le dessein, d'une part, d'empêcher la victoire de la guerre de libération de peuples opprimés et, d'autre part, de mettre en question les bases matérielles mêmes d'un nouveau régime, en cas d'insuccès de l'impérialisme. Aujourd'hui, pour assurer le maintien de son pouvoir dans l'Asie du Sud-Est, il place un garrot autour de l'Indochine pour faire la démonstration que les nouveaux régimes engendrent la misère, la famine, etc...

Il faut dénoncer vigoureusement cette entreprise criminelle. Il faut exiger une aide alimentaire et matérielle, sans condition aucune, pour le Vietnam, le Cambodge, le Laos.

## Des réfugiés qui arrangent les choses

Tous les reportages indiquent que la grande majorité des réfugiés est composée par des secteurs de la population touchés par les mesures économiques prises par le gouvernement pour assurer la survie du pays (contrôle étatique du commerce privé et spéculatif, création de "nouvelles zones économiques" afin de répondre à l'urbanisation absurde suscitée par l'impérialisme, etc.). A ceux-là s'ajoute une partie de ces 200 000 "collaborateurs" des Etats-Unis que Frank Snepp, l'agent numéro un de la CIA à Saïgon, indiquait comme devant être évacués en priorité en cas de victoire (voir son livre "The Decent Interval"). Enfin, la Chine a mené une vaste campagne auprès des ressortissants d'origine ethnique chinoise, les Hoas, pour stimuler leur départ.

Or, en juin 1979, les Etats-Unis ont rejeté une proposition faite par le ministre des Affaires étrangères du Vietnam, Nguyen Duy Trinh, visant à assurer le départ direct de 100 000 réfugiés vers des pays d'accueil. Ce refus de répéter ce qu'ils avaient accepté durant les années 1960 entre La Havane et Miami n'est pas un hasard. Les camps ne dérangent pas trop les stratèges impérialistes. Au contraire, ils servent leur campagne. Les réfugiés et leurs malheurs deviennent un argument dans la politique des puissances impérialistes.

Et cependant, en dépensant une fraction de ce qui est consacré à l'armement, les pays riches du monde — qui ont pillé et pillent les autres — pourraient sans difficulté offrir une solution matérielle aux réfugiés. Ils ne le font pas. Cela suffit à condamner leurs larmes de crocodile.

22 août 1979,  
A. UDRY

1) Cité par Willem Showcross : "Sideshow", Ed. Simon and Schuster, 1979, page 375 — livre remarquable consacré à la politique de Nixon et Kissinger au Cambodge.

# Femmes et mouvement ouvrier: apprendre de l'histoire pour mieux lutter demain

femmes et mouvement ouvrier

Annik Mahaim  
Alix Holt  
Jacqueline Volmi

Allemagne d'avant 1914  
Révolution russe  
Révolution espagnole



éditions la brèche

L'ouvrage publié par les éditions "La Brèche" contient 3 études qui tentent de cerner, à une époque précise (l'Allemagne d'avant 1914, les premières années de la Révolution russe, la révolution et la guerre civile en Espagne) les relations entre le mouvement ouvrier et les femmes, essentiellement les travailleuses. Avec une méthode et un souci communs : "Passer le négatif au révélateur, essayer de faire que les femmes apparaissent enfin sur la photo, ce n'est pas simplement faire oeuvre de rats de bibliothèque ou se faire plaisir en tant que femmes, c'est tenter d'apprendre de l'histoire. Apprendre pour s'armer, pour lutter et empêcher demain que ne se répètent les mêmes erreurs".

La première étude, celle d'Annik Mahaim sur les femmes et la social-démocratie allemande, traite de la première expérience d'organisation massive des femmes dans un parti ouvrier (il compte 141 115 femmes en 1913; le journal d'agitation pour les travailleuses "Die Gleichheit" — L'égalité — tire alors à 112 000 exemplaires). Un des traits les plus frappants du développement du mouvement des femmes socialistes, c'est son empirisme. Ainsi l'autonomie relative de l'organisation des femmes dans le parti (qui élisent elles-mêmes leurs déléguées dans les instances) n'est pas le résultat d'une réflexion approfondie sur la nécessité d'un mouvement partiellement indépendant, mais provient de l'interdiction des activités politiques pour les femmes édictée par la loi bismarckienne. "A cet égard, on peut dire avec le recul aujourd'hui que l'apport principal de C. Zetkin et des militantes qui travaillaient avec elle ne s'est pas fait essentiellement sur le plan théorique : mises à part une série de questions tactiques et l'élaboration de revendications concrètes (ce qui est déjà beaucoup) et la question du rapport avec le féminisme bourgeois, leurs analyses restent sur le fond les mêmes jusqu'en 1917 que celles d'Engels et de Bebel. Leur apport décisif, c'est d'avoir oeuvré dans la pratique à construire un mouvement de femmes socialistes, pendant des dizaines d'années, tel qu'il n'y en avait jamais eu avant elles".

Le deuxième aspect important, c'est le fait que le mouvement des femmes socialistes n'échappe pas, malgré son caractère un peu marginal par rapport au parti, au débat stratégique qui oppose la droite révisionniste de Bernstein au centre, regroupé derrière Kautsky, et à l'aile gauche de Liebknecht et Rosa Luxembourg. Mal intégrées au parti, conscientes que les positions de la droite ("La soi-disant émancipation des femmes contrarie la nature féminine et la nature humaine en général, elle est une chose anti-naturelle et, par là, stérile" déclarait l'un de ses représentants) entérinaient leur oppression, déçues par la passi-

on de la gauche révolutionnaire. La vitalité du mouvement des femmes socialistes n'est nullement étrangère à ce choix politique fondamental.

Plus bref et moins étayé historiquement (problème d'accès aux sources ?), l'article d'Alix Holt a le mérite de mettre fin à la légende selon laquelle les dirigeants bolchéviques avaient tout compris, mais que les circonstances objectives ne leur permettaient malheureusement pas... De fait l'analyse montre que la non-application des positions des dirigeants sur le travail domestique, que le choix des priorités économiques, etc. proviennent d'une conception qui considère comme secondaires les questions liées à la situation des femmes. A l'origine de cette conception, l'idée que le développement des forces productives entraînerait la solution de ces problèmes. Ce qui implique de renoncer à mener une série de batailles politiques à l'intérieur du parti et dans la classe ouvrière. Ainsi, le décret sur l'avortement (mal nécessaire qui disparaîtra lorsque la collectivité

sera à même de prendre en charge tous les nouveaux-nés) n'a-t-il pas été accompagné d'une lutte pour la contraception et le droit de choisir pour les femmes.

C'est finalement dans l'analyse présentée par Jacqueline Heinen sur les femmes dans la guerre civile espagnole que l'on s'aperçoit le mieux combien le développement de mouvements de femmes et de travailleuses est lié à l'orientation



politique des organisations qui impulsent, encadrent ou influencent ces mouvements.

Les "Femmes démocratiques", contrôlées par le PC situent leur action dans le cadre de sa ligne contre-révolutionnaire de défense de la démocratie et de lutte contre le fascisme; elles deviendront donc rapidement une organisation des femmes de l'arrière, véritable orga-

nisme d'assistance para-gouvernemental, préoccupé de ne rien faire qui puisse modifier le statu quo : "A l'heure qu'il est, il est du devoir de chacune de participer à la production. Mais quand la guerre sera finie, nous rendrons les fabriques aux combattants". "L'intérêt supérieur de la démocratie" exigeait sans doute que les femmes soient renvoyées du front à l'arrière, et de l'arrière dans leur foyer...

Toutefois, l'incapacité du POUM à entreprendre sérieusement un travail en direction des femmes montre bien qu'il ne suffisait pas de se référer simplement à la tradition bolchévique pour résoudre le problème. Ce que soulignent encore l'existence puis le développement des "Mujeres Libres" — Femmes libres —, organisation indépendante se reconnaissant comme partie pre-

nante du mouvement libertaire et qui va manifester une vitalité extraordinaire.

Là encore cependant, "en dépit de son caractère extrêmement combatif et du travail énorme abattu par les groupes de "Mujeres Libres" durant les deux années suivant les journées de Juillet, on constate donc que le mouvement a plutôt régressé que progressé dans sa manière de poser le problème du rôle des femmes dans la société. Et cela ne saurait s'expliquer par la seule modification du rapport de forces entre tel ou tel courant au sein de l'organisation elle-même. Cela renvoie bien évidemment à l'orientation générale du mouvement libertaire."

Si la seule leçon de cet ouvrage était que le mouvement des femmes a tout à gagner d'une indépendance et d'un débat sur les orientations politiques d'ensemble et leurs implications concrètes, il faudrait déjà le lire. Il y en a évidemment bien d'autres. Raison de plus pour le relire.

Ptr.

"Femmes et mouvement ouvrier — Allemagne d'avant 1914, Révolution russe, Révolution espagnole", Annik Mahaim, Alix Holt, Jacqueline Heinen, éditions la brèche, 1979, 224 pages, fr. 20.

En vente à nos librairies La Taupe, 8 bis rue de la Tour, 1 004 Lausanne, 22 rue Saint-Léger, 1 204 Genève.

## Les "manipulations" du MLF par la LMR : une mise au point

A la suite de l'article sur le week-end national MLF paru dans la brèche no 211-212, je voudrais, en mon nom personnel apporter quelques précisions concernant la proposition mentionnée des Féministes radicales : "... que les femmes ayant des positions politiques claires quittent le MLF et créent leurs propres groupes, car par leur présence et leur influence, elles "imposent de manière non démocratique" une ligne politique au mouvement". (Il faut préciser que cette proposition concerne les Féministes radicales et les militantes de la LMR.)

A mon avis, il y a deux aspects dans cette proposition : 1) S'il nous apparaît de plus en plus clairement que les femmes de la LMR et les Féministes radicales doivent s'organiser à l'extérieur du MLF, ça ne veut pas dire qu'elles doivent cesser toutes activités au sein du Mouvement femmes. Mais le contexte politique des positions qu'elles y défendent sera plus transparent aux yeux des autres militantes puisqu'elles se réclameront ouvertement de leurs organisations.

Loin d'affaiblir le MLF, l'organisation des "politiques" hors du MLF permettrait une plus libre expression des autres militantes, de celles qui se retrouvent en petits groupes autonomes d'action et/ou de réflexion. Cela permettrait une discussion continue et un renforcement de ces militantes.

2) Au week-end de Fribourg, l'infiltration des militantes de la LMR dans le MLF a été dénoncée.

Par infiltration, nous entendons que les militantes de la LMR défendent les positions de leur organisation sans que leur appartenance à celle-ci soit clairement affirmée, souvent elle est dissimulée.

Je suis parfaitement consciente des difficultés auxquelles se heurtent les militantes de la LMR, par exemple au niveau professionnel, lorsqu'elles affirment publiquement leur appartenance à la LMR.

Mais je ne pense pas que seule la peur de la répression les fait dissimuler leur appartenance politique vis-à-vis du MLF.

La stratégie politique de la LMR est de prendre la direction du Mouvement femmes, de l'orienter dans une direction précise, seule juste aux yeux de la LMR puisque seule son analyse de l'oppression des femmes lui semble correcte. Je considère que ce procédé est autoritaire et "adémocratique", d'autant plus que l'intention stratégique n'est pas clairement exprimée à l'intérieur du MLF. S'il est vrai que toute militante se doit de propager les idées qu'elle estime justes, doit-elle les imposer et si oui de quelle manière ?

La pratique de la LMR me choque, lorsque ses militantes (hommes) prennent position sur des discussions internes au MLF, lorsqu'ils jugent arbitrairement des militantes MLF sur leurs prises de position qui sans être secrètes sont internes au MLF et lorsque la LMR établit une stratégie pour le Mouvement femmes à l'insu de celui-ci — tout ceci contribue à créer un climat de suspicion qui empêche les vrais débats au sein du MLF.

J'aimerais signaler l'impact important que les positions défendues par les Fémi-

nistes radicales ont eu sur de très nombreuses femmes présentes à Fribourg lors du week-end MLF. Cet impact a été passé sous silence dans l'article de la brèche.

Nombre d'entre elles et par la suite des femmes des MLF de différentes villes (essentiellement en Suisse romande) qui n'avaient jamais entendu parler de féminisme radical ont trouvé à cette occasion une autre perspective du Mouvement femmes.

13. 7. 1979, Jacqueline Volmi

Merci pour ta lettre, dans laquelle tu reprends les thèses principales des féministes radicales pour sortir de la crise actuelle des MLF.

Pour notre part, nous ne pensons pas que le fait que des militantes ayant une position politique claire sortent des MLF puisse contribuer à résoudre la crise d'identité actuelle, comme nous en avions déjà débattu lors du week-end de Fribourg. Mais la transparence des positions politiques des divers courants dans les MLF nous préoccupe aussi : nous sommes favorables à ce que — tout en continuant à être dans les MLF — les femmes qui se reconnaissent plus précisément dans la tendance féministe radicale ou dans la tendance socialiste révolutionnaire se regroupent, tentent de rendre leurs analyses, leurs conceptions respectives et leurs divergences les plus claires possible afin de permettre à toutes les femmes qui le souhaitent de comprendre plus précisément ce qui différencie ces deux courants et de prendre position.

Quant à la présence des militantes de la Ligue dans les MLF, tu as naturellement le droit d'avoir ton avis. Mais je tiens à préciser que nous ne voulons pas nous "infiltrer", ni dans les MLF ni ailleurs. La LMR (hommes et femmes, s'il est nécessaire de le préciser) est fondamentalement convaincue de la nécessité d'un mouvement des femmes, de l'importance de la lutte des femmes pour mettre fin à leur oppression. Et les militants hommes de la LMR participent aux discussions sur l'analyse de l'oppression des femmes et les perspectives que nous proposons, tant dans les MLF que dans le mouvement femmes plus généralement. Le compte-rendu de notre conférence nationale à ce sujet a été publié dans la brèche no 205 parue le 31 mars 1979.

Pour nous, la lutte des femmes s'imbrique étroitement avec la lutte de la classe ouvrière (hommes et femmes) pour le renversement de la société capitaliste et l'instauration d'un socialisme démocratiquement autogéré. C'est le sens de notre participation à la campagne pour l'initiative maternité, de notre activité pour la liberté de l'avortement/contraception, de notre activité pour le développement de commissions syndicales féminines. Nos positions sont publiques et connues; elles paraissent régulièrement dans la brèche et Bresche. Nous les estimons justes et nous les défendons, tant dans les MLF qu'ailleurs.

Mais il n'est pas question pour nous "d'imposer" nos idées, car les idées ne sont pas tout : il faut également agir collectivement, et pour agir il faut être convaincu(e) de l'importance de ce que l'on fait. Et dans ce sens, je trouverais plus intéressant de discuter de ce que nous pourrions faire pour dépasser la crise actuelle des MLF. C'est la fonction du bulletin de discussion qui sera publié cet automne.

20. 8. 1979, Geneviève de Rham (LMR)

## Tchécoslovaquie

# LIBEREZ LES MILITANTS DU VONS !

L'instruction contre les dix membres du VONS (Comité de Défense des Personnes injustement poursuivies) arrêtés le 29 mai dernier (cf la brèche 211/212) est maintenant terminée. Le "procès" peut donc tomber à tout moment ! Pour nous, comme pour tous ceux qui ont pris la défense du VONS, ce sera le procès du régime bureaucratique. L'accusation le montre...

*Même la Constitution est "subversive" !*

L'accusation portée contre les membres du VONS est en effet la suivante : "Celui qui s'engage dans une activité subversive contre le système social et le gouvernement de la République, contre son intégrité territoriale, sa capacité de défense ou son indépendance, contre ses intérêts internationaux peut être puni de un à cinq ans d'emprisonnement". Un article qui aurait dû conduire en prison MM. Bilak et consorts en 1968 lorsqu'ils "appelèrent" l'aide des troupes soviétiques ! Mais ce sont précisément ceux-là qui veulent aujourd'hui la condamnation du VONS.

Subversion ? Il faut croire que la Constitution tchécoslovaque est dans ce cas des plus subversive... Qu'a fait en effet le VONS ? Il s'est constitué le 27 avril 1978, dans la foulée de la Charte 77 pour "informer des cas de personnes persécutées ou emprisonnées pour avoir exprimé leurs convictions ou qui ont été victimes d'arbitraire policier ou juridique" (déclaration de fondation). Il agit donc conformément à l'article 29 de la Constitution tchécoslovaque qui autorise les citoyens, seuls ou en groupe, à formuler des propositions, des suggestions ou des plaintes aux autorités et aux organes suprêmes de l'Etat. Partant de ce principe, le VONS a entrepris plusieurs démarches auprès de ces autorités, qu'il a rendues publiques dans 114 "communiqués" faisant état d'arbitraires policiers ou judiciaires. N'ayant rien à cacher, les membres du VONS se sont affichés publiquement.

Neuf d'entre eux, O. Bednarova, J. Belikova, V. Benda, V. Havel, L. Lis, V. Maly, D. Nemcova, J. Nemec, J. Dienstbier risquent maintenant de un à cinq ans de prison. Contre le dixième, P. Uhl, la charge supplémentaire de "collusion avec l'étranger" fait porter la menace à cinq ou dix ans de prison ! En fait de "collusion", il est reproché à P. Uhl d'avoir rendu publics les "communiqués" du VONS en particulier à des journalistes étrangers !

Cela ne fait qu'ajouter à la liste des cas dénoncés par le VONS. Et celui-ci, malgré la répression, ne s'est pas fait faute de poursuivre son activité. Son Communiqué no 115 du 5 juin 1979, a réuni le dossier sur ces accusations mensongères et rappelle à cette occasion des cas concrets dénoncés par le VONS. Comme par exemple celui de trois témoins qui avaient eu le courage de dire à la cour



qu'ils avaient été mis sous pression et qui ont été condamnés "parce que dans l'Etat socialiste les enquêteurs n'usent pas de pressions inadmissibles". Ou celui de la mère d'un prisonnier qui, pour s'être plainte aux autorités du mauvais traitement fait à son fils, a été condamnée pour "atteinte aux organes de l'Etat".

En voilà en effet à revendre de la "subversion" !

### Ce sera le procès de Husak !

C'en est assez pour comprendre qu'en préparant le procès du VONS, la bureaucratie prépare son propre procès. Mais Husak

n'en est plus à cela près. Depuis 1968, la contre-révolution bureaucratique a déjà à son actif :

\* l'expulsion du Parti Communiste Tchécoslovaque de 500 000 membres qui avaient soutenu les réformes de 1968,

\* l'élimination de 25 000 députés et d'un tiers des officiers, de 40 o/o des fonctionnaires de l'économie, de 40 o/o des journalistes, de 1 500 employés de la radio, de 9 000 enseignants, de 30 à 50 o/o des responsables syndicaux d'entreprise,

\* une première vague de procès (1971/72) qui touchèrent d'abord les militants révolutionnaires autour de Petr Uhl puis une série de

cadres du PCT comme Sabata. L'un et l'autre sont maintenant à nouveau en prison.

Le procès en préparation contre le VONS n'est donc qu'une nouvelle facette de la véritable contre-révolution que la direction Husak a menée, sous le nom de "normalisation", dans la société tchécoslovaque et jusque dans les rangs du PCT.

Le problème, pour la bureaucratie, c'est qu'en dépit de ces dix ans de "normalisation", la situation n'est toujours pas revenue à la "normale" ! A peine sortis de prison, les condamnés de 1971/72, qui constituaient les militants communistes et socialistes les plus conscients du "Printemps de Prague", se sont réengagés dans l'action politique d'opposition. C'est autour d'eux que s'est constituée, en 1977, la Charte. Et depuis deux ans, ce mouvement a pris une dimension semi-légale dont les activités du VONS sont un exemple.

Un exemple d'autant plus redoutable pour la bureaucratie que d'une part il a redonné courage à une nouvelle génération de militants (qui n'a pas suivi 1968 activement) et d'autre part trouve un écho dans les partis communistes d'Europe occidentale. C'est pour entraver cette dynamique que le régime de Husak organise aujourd'hui la parodie de procès du VONS. Bien des signataires de la Charte 77, principalement parmi les anciens membres de l'appareil du PCT qui avaient soutenu les réformes de 1968, espéraient que la

lutte pour les droits de l'homme ouvrirait une brèche dans l'appareil bureaucratique, exercerait une pression suffisante pour "libéraliser" le régime. En condamnant le VONS, Husak détruit définitivement cette illusion — largement partagée par les PC "eurocommunistes". Le régime bureaucratique ne se laisse pas réformer !

Pour qu'un mouvement comme la Charte 77 gagne en ampleur et ouvre une brèche vers le renversement de ce régime bureaucratique, il faudrait qu'il se combine avec un regain d'activité et de politisation dans la classe ouvrière tchécoslovaque. Celle-ci a suivi la Charte avec sympathie. Mais elle n'a pas engagé une épreuve de force avec le régime — comme en Pologne par exemple. Cette faiblesse laisse encore la marge aux procès de Husak.

C'est pourquoi il est d'autant plus important qu'une campagne internationale du mouvement ouvrier vienne défendre les militants du VONS et de la Charte 77. Ce soutien peut exercer une pression réelle sur la bureaucratie, surtout si les Partis Communistes s'y engagent. Il aura principalement pour effet d'accroître la confiance des travailleurs tchécoslovaques. Car il est décisif pour eux, pour les luttes qu'ils auront à engager demain (par exemple vu les augmentations de prix) de sentir le contrepoids du mouvement ouvrier international à la botte du grand "frère" soviétique et du régime policier de Husak !

rivière, 27. 9. 1979

### UNE CAMPAGNE INTERNATIONALE

Les déclarations de Carter et autres gouvernements et personnalités bourgeoises sont une chose... qui ne leur coûte rien. Celles du mouvement ouvrier en sont une autre car elles peuvent effectivement appuyer la classe ouvrière tchécoslovaque et l'opposition démocratique et socialiste. Partout en Europe, des protestations du mouvement ouvrier se sont élevées contre le nouveau "procès de Prague". En Angleterre, du côté syndical et de la part de responsables du Labour Party. En France, de la part des avocats des Droits de l'Homme (cf la brèche 211/212), de la CFDT, du Parti Socialiste. En Suisse, de la part du CSSOPE, de la LMR, de l'USS, du Parti Socialiste.

Plus important encore, le bureau de la CGT a déclaré le 6 juin 1979, en réponse aux syndicats tchécoslovaques, que "les arguments et critiques de la Charte 77 ne sont pas dénués de fondement" — bien qu'il ne se prononce pas sur les condamnations en cours. En Angleterre en revanche, le bureau politique du Parti Communiste a autorisé son secrétaire général adjoint, Reuben Falber, à signer l'appel international pour la libération des dix.

Où reste alors le Parti du Travail ? En 1952, il condamnait ouvertement "l'espion" Slansky. Aujourd'hui, il ne condamne plus, il se tait. C'est diplomatiquement plus subtil, politiquement pourtant tout aussi veule. Car ce sont des militants communistes entre autres qui sont condamnés à Prague !